

REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE EN FRANCE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL - septembre 83 / n° 112 / 4FF / 30FB / 2FS / 0.70cts.Can. /

CONTRE LES ATTAQUES DU CAPITAL

chômage, austérité, guerre

UNE SEULE PERSPECTIVE

lutte de classe massive et autonome

EDITORIAL

●Ce n'est ni l'heure ni le moment pour les prolétaires de se fermer les yeux, de se boucher les oreilles.

Si les canons impérialistes tonnent à nouveau au Moyen-Orient et en Afrique, si de nouvelles tueries, de nouvelles destructions sont sur le point d'être perpétrées à seule fin de permettre à la bourgeoisie occidentale de renforcer ses positions politiques et militaires dans le bassin méditerranéen, ce n'est pas seulement parce que l'impérialisme soviétique se retrouve dans une position de faiblesse dans cette région stratégique de monde.

C'est d'abord et avant tout, parce que les prolétaires d'Europe occidentale, qui constituent les bataillons décisifs de l'armée mondiale du prolétariat, ont continué en ce début des années 80, à se laisser immobiliser par la crainte du chômage, à se laisser endormir par les discours sur un retour possible "à la prospérité", à se laisser piéger et diviser par les partis bourgeois de gauche et les syndicats dans le cadre de "leur" usine, de "leur" industrie, de "leur" économie nationale.

C'est d'abord et avant tout parce que ces bataillons décisifs pour la lutte de classe, ont tardé à riposter de façon massive et solidaire aux attaques renouvelées de leur condition de vie par le capitalisme mondial en crise.

C'est parce que les ouvriers des pays industrialisés d'occident sont restés passifs quand leurs frères de classe de Pologne ont engagé en août 80 la plus puissante lutte ouvrière de ces 60 dernières années. C'est parce qu'ils ont laissé les mains libres à la bourgeoisie de l'Est et de l'Ouest, pour isoler d'abord, dévoyer ensuite, réprimer enfin cette lutte, qu'ils ont payé cette défaite du prix d'une aggravation des sentiments de crainte et d'impuissance dans leurs propres rangs.

C'est parce que la classe ouvrière d'Europe, de par sa passivité, s'est mise en position de faiblesse vis-à-vis de l'ennemi de classe, que celui-ci a pu profiter de la situation, non seulement pour imposer partout aux ouvriers toujours plus de chômage et d'austérité, mais aussi pour faire de nouveaux pas dans la seule voie où -si le prolétariat laisse faire- la bourgeoisie mondiale ne peut qu'entraîner l'humanité : la voie de la guerre et de la barbarie généralisée.

Certes aujourd'hui encore, malgré la marge de manoeuvre dont jouissent les exploités à l'Ouest et à l'Est pour se lancer dans des opérations militaires meurtrières aux portes de l'Europe, pour faire peser dans tous les pays sur les épaules des prolétaires le poids de gigantesques dépenses d'armement, la voie de la guerre généralisée n'est pas ouverte. Ni la passivité relative du prolétariat occidental, ni les faiblesses de la classe ouvrière des pays de l'Est qui lui font écho, ne signifient que les prolétaires sont définitivement soumis, em-

brigadés, derrière le char de leurs Etats respectifs et que la bourgeoisie est en mesure de leur demander de faire le sacrifice de leur vie dans un nouvel holocauste mondial.

Au contraire, à Moscou comme à Washington, à Varsovie comme à Paris, c'est la certitude et la crainte de devoir affronter dans les mois et les années à venir les réactions massives des ouvriers contre la dégradation toujours plus grave de leur condition d'existence, qui restent au centre des préoccupations des défenseurs du capital. C'est à de nouveaux affrontements de classe que la bourgeoisie continue à se préparer.

Mais loin de se satisfaire de cet état de fait, les prolétaires d'Europe se doivent d'en prendre toute la mesure. C'est à la lutte de classe massive et intrinsèque qu'il leur faut, de leur côté, se préparer.

Le début des années 80 leur a apporté tout un matériel pour pouvoir le faire. Elles sont venues confirmer durement que le capitalisme mondial n'a plus rien d'autre à offrir à l'humanité que plus de misère, d'austérité et de guerre; que le chômage, l'austérité ne sont pas les problèmes d'une usine, d'un secteur, d'un pays particulier, mais ceux des ouvriers du monde entier. Elles sont venues confirmer à travers la défaite en Pologne qu'en se battant de façon isolée, les prolétaires ne peuvent que se faire battre paquet par paquet et laisser les mains libres aux exploités pour intensifier leurs préparatifs guerriers. Elle sont venues confirmer de façon éclatante, en particulier en France, que la démocratie "à l'occidentale" ne signifie rien d'autre pour la classe ouvrière que de voir changer la couleur politique et les visages de leurs exploités. Elle Elles ont confirmé tout particulièrement en France où la gauche, soutenue par les syndicats, mène une politique d'austérité et de guerre sans faille, que les partis de gauche et les syndicats qui partout prétendent, dans l'opposition, défendre les ouvriers et lutter pour la paix, n'ont d'autre fonction que de favoriser la tâche des gouvernements, de faire avaler, sans risques aux prolétaires les conséquences économiques et guerrières de la crise.

Elles ont démontré enfin en août 80 en Pologne que l'unité de la classe ouvrière organisée en dehors et contre les syndicats est la seule voie pour faire reculer l'Etat.

Si les prolétaires d'Europe tirent tous ces enseignements et les utilisent dans leurs prochaines luttes contre l'attaque économique du capitalisme, ce ne sera pas seulement la voie de la bourgeoisie vers la guerre qui restera fermée, mais aussi celle du communisme qui s'affirmera pour finir par triompher, mettant un terme définitif à toute forme d'exploitation, à toute guerre, en abolissant le règne de la bourgeoisie.

FRANCE

Les années 80 sont les années où les échéances économiques deviennent pressantes pour la bourgeoisie. Etaler la crise devient de plus en plus impossible. Aujourd'hui, elle doit frapper directement, durement dans le coeur même de son industrie. L'ensemble des pays sont touchés. Le taux de chômage officiel calculé sur la base de la population active est de 9,5% aux USA, qui comptent aussi 35 millions de personnes vivant en-dessous du seuil de pauvreté. Même taux pour l'Allemagne, la France. L'Italie a atteint les 10,25%, la Grande-Bretagne les 12,25%, tandis que la Belgique dépasse les 13% et la Hollande les 17%. La crise de surproduction provoque une lutte âpre pour dévorer les derniers marchés. La concurrence s'aiguise, il faut vendre un produit au plus bas prix pour réaliser son profit. Et cette concurrence, cette loi du profit, la classe productrice, la classe ouvrière la paye durement.

La bourgeoisie connaît depuis longtemps cette ennemie de classe et la sait dangereuse quand elle réagit. Face à une crise internationale qui produit les mêmes effets dans chaque secteur de chaque pays, c'est une réaction internationale qu'elle craint.

Pour y faire face, la bourgeoisie organise, planifie ses attaques et les licenciements au niveau du bloc. Durant l'été, la sidérurgie en est un exemple clair. Les pays de la CEE se sont partagés chacun un quota de suppression d'emplois. Les Etats et les syndicats se réunissent et s'organisent internationalement pour contrer les réactions ouvrières. Et quand la classe ouvrière se lèvera, elle commencera à voir face à elle syndicats, partis de gauche et l'Etat dans son ensemble. Et si tous ceux là n'arrivent pas à mater la lutte, c'est la bourgeoisie internationale qui agira contre elle, comme elle l'a fait en Pologne.

●La France, comme les autres pays, vient de descendre d'un étage de plus dans les profondeurs noires de la crise. La descente est brutale. Après le répit électoral des présidentielles, les partis de gauche se montrent tels qu'ils sont : des gérants de l'exploitation capitaliste, des gérants de la crise. Quand Barre préconisait le fait de "serrer la ceinture", la gauche protestait au nom des travailleurs. Aux municipales, déjà, elle parlait moins des "intérêts des travailleurs", et se présentait plus comme "moins pire que la droite". Aujourd'hui, les discours sont clairs : les appels sont au sacrifices pour sortir la nation de la crise. Les intérêts ouvriers, leur apanage, sont maintenant noyés dans le "bien de tous". C'est au nom de la nation que le gouvernement prend des mesures d'austérité. C'est au nom de la survie de l'économie capitaliste, pour qu'elle reste compétitive que la gauche licencie. C'est au nom de la France qu'elle défend les intérêts impérialistes de son bloc au Tchad.

Car la loi du capital en crise, c'est la misère, et c'est aussi le sang. C'est la férocité d'un système pour s'arracher des marchés quels que soit le prix payé par l'humanité.

On accusait la droite hier. La gauche se fait aujourd'hui taxer de "reaganiste", de "thatcheriste" par les journaux. Mais qu'importe, gauche ou droite : ils défendent les mêmes intérêts, et ces intérêts-là ne sont pas ceux des ouvriers quel que soit le pays, qu'il soit à l'Est ou à l'Ouest. Partout les mêmes mesures sont prises : assurer les intérêts impérialistes de son bloc ; attaquer le niveau de vie de la classe ouvrière par des mesures d'austérité et en pratiquant des coupes dans les budgets sociaux ; licencier à tour de bras.

(SUITE PAGE 2)

Sommaire

DIVISER POUR REGNER.....	p3
LA FONCTION DU SYNDICALISME..	p4
REPONSE AUX "AMIS DE SPARTACUS".....	p5
5ème CONGRES DU CCI.....	p6
ADRESSE AUX GROUPES PROLETARIENS.....	p7

TCHAD: LE PIEGE TENDU A LA LIBYE PAR LE BLOC DE L'OUEST

lire page 3

LES ATTAQUES DU CAPITAL

(SUITE DE LA PAGE 1)

Les mesures en France

Après les municipales s'est franchement amorcée l'attaque des mesures nécessitées par la crise.

AU NOM DE LA SOLIDARITE NATIONALE...

Au nom des chômeurs de la sécurité sociale, Les citoyens et contribuables ont dû payer 1% exceptionnel de plus sur le montant de leurs impôts, et l'Etat leur a emprunté d'office 10% de leur revenu imposable. Et puis, ils paieront plus tôt leur tiers provisionnel en septembre. Il faut vider ses poches et remplir celles de l'Etat qui en même temps, s'est sucré au passage d'une partie des pré-retraites (grande conquête "socialiste" permettant de masquer le chômage). Et puis, en fait du droit à la santé, les hospitalisés payent à présent 20 F de forfait journalier, qui, on en parle, va passer à 50 F l'année prochaine. Quand au 1% "exceptionnel" il sera reconduit "exceptionnellement" en 1984...

Et parlons de la lutte contre la vie chère... Cet été a vu augmenter les loyers, le gaz et l'électricité, les cigarettes, les transports, les timbres-postes, etc... en bref, tout ce qui touche quotidiennement la vie de chacun.

HALTE AUX "PRIVILEGES" DES OUVRIERS!
Mais ceci n'est pas suffisant. Une campagne s'ouvre sur les "privilèges" de certains ouvriers, employés de banque, fonctionnaires. Tout cela est pour préparer de nouvelles ponctions sur les salaires. Les primes annuelles vont fondre dans un certain nombre d'administrations de l'Etat et des banques.

De toute façon, qu'importe le prétexte ou la méthode. L'Etat ne peut que faire des ponctions sur nos salaires. Mais la ponction la plus effrayante en cours, sera faite dans les entreprises elles-mêmes. Ce sera une ponction humaine par voie de licenciement.

Le chômage

"Le nombre de demandeurs d'emploi a quasiment stagné en juillet dernier... Le calme avant la tempête ?". La presse, quand elle touche aux mesures d'austérité ou de licenciements, pose toujours des questions, parle de rumeurs. Mais il n'y a aucune illusion à se faire. La politique des ouvriers ne peut être celle de l'autruche, la réalité est là : 100 000 à 200 000 chômeurs prévus d'ici la fin de l'année. 500 000 de plus à prévoir d'ici la fin de l'année prochaine. La CGT dénombre "2000 emplois supprimés chaque jour". Les chiffres varient plus ou moins selon la presse. Mais les besoins pressants de la crise sont de toute manière bien supérieurs à tous ces chiffres. Il suffit de regarder la situation internationale pour le voir. De plus, en France, d'autres signes montrent que la crise y a fait un pas irrémédiable : avant 83, la bourgeoisie n'a réellement attaqué que certains secteurs industriels (comme la sidérurgie) et ce, dans des régions éloignées du coeur industriel qu'est la région parisienne (comme le Nord ou la Lorraine).

Ce temps est terminé. Les échéances sont là : non seulement à présent, la région parisienne est pleinement touchée mais c'est des secteurs-clé de l'industrie qui sont frappés. L'automobile en fait partie. Peugeot-Talbot : 8000 licenciements ou mises à la pré-retraite d'office. Citroën : 4500 licenciements à prévoir. Renault : chômage technique durant le mois de septembre et 7000 licenciements pour les années qui viennent. L'automobile est un critère de santé de l'économie, particulièrement en France, où il constitue un secteur d'exportation important. Et aujourd'hui c'est l'ensemble des secteurs qui sont touchés (chimie, bâtiment, textile, aéronautique, sidérurgie, charbon).

Attaquer l'ensemble des secteurs industriels, dont les secteurs-clé, et ce dans la région parisienne, n'est pas sans danger pour la bourgeoisie. Car attaquer l'ensemble des ouvriers là où ils sont le plus concentrés ne peut qu'aboutir à une explosion sociale qu'il sera difficile de juguler, une fois le mouvement parti.

Faux débats:

tout pour prévenir un mouvement social

La situation de la bourgeoisie est d'autant plus inconfortable que ses partis "ouvriers", la gauche, sont mouillée jusqu'aux yeux dans les mesures anti-ouvrières. Le problème n'est pas qu'elle se démystifie en soi. Le problème est qu'il ne reste personne pour encadrer le mécontentement qui gronde. Sans berger, les moutons risquent de devenir les loups de la bourgeoisie. Si la classe ouvrière est restée attentiste jusqu'à présent, c'est parce qu'elle avait encore quelques illusions sur ceux qui se réclament d'elle. Parce que tout aussi devient plus dur : peur de perdre son emploi, peur de ne pas boucler le mois. Peur de l'enjeu lui-même qui n'est plus les revendications en elles-mêmes, car mêmes satisfaites dans l'immédiat, elles sont éphémères et vite récupérées. La conscience d'être dans une phase fatale, émerge, et ses implications représentent un tel frein!

dans une situation immédiate d'atomisation que les ouvriers hésitent. Mais la crise ne pourra qu'obliger le prolétariat à sauter par delà les difficultés s'il veut vivre. Et la bourgeoisie le sait. De cela, elle ne veut pas, et supplée à ses faiblesses momentanées par des campagnes, des faux débats, qui, si ils ne durent pas longtemps, permettent d'éviter que les vraies questions se posent, que les vrais responsables soient vus. Prévenir le mouvement, tel est l'effort constant de la bourgeoisie aujourd'hui.

Mais cela ne suffit pas. Il faut préparer la relève de l'encadrement de la classe ouvrière, il faut que la gauche ou au moins une partie, revienne à sa place : dans l'opposition. Et ces derniers mois, nous avons pu assister aux premiers signes avant-coureurs de cette tactique.

Pour la première fois, en mai, le PC a commencé à parler de sa sortie du gouvernement, en ces termes : "Il faut changer de politique... Ce sont d'autres propositions que celles que nous avons formulées en faveur de la relance économique, de l'emploi et de la justice sociale qui prévalent actuellement." (Marchais à Argenteuil, le 15.04) Ces propos, contredits par la suite, reprennent actuellement sous d'autres formes : à la fin du mois d'août, "l'Humanité" entreprend des campagnes contre le patronat, en indiquant que le PC va envoyer ses élus locaux inspecter les usines pour apporter "un soutien au salarié qui sera entendu comme un appel à l'action pour la défense de l'emploi et la relance de la production industrielle française."

Quant aux syndicats, si silencieux jusqu'alors, ils reprennent du poil de la bête : la CGT promet des grèves dures si on touche au charbonnage et fait de "fermes avertissements au gouvernement" à propos des licenciements de Peugeot-Talbot. La CFDT souligne "le commencement de divorce qui s'opère entre le pouvoir de gauche et sa base sociale." La CFJC constate que "il faudra vraiment un grand changement et beaucoup d'efforts de la part des pouvoirs publics pour que la confiance donne aux sacrifices, une chance d'être acceptés." Quant à FO, il a depuis plus longtemps une attitude critique vis-à-vis du gouvernement qu'il dit "à l'image de la politique de Mme Thatcher" et se fait applaudir par ses militants trotskystes.

Mais derrière ce verbiage qui se radicalise plus ou moins fortement selon le moment et le syndicat, tous se posent la même question depuis longtemps : comment se recréabiliser aux yeux des

Les vieux mythes ressortent

ouvriers ? Le taux de syndicalisation baissait déjà avant l'arrivée de la gauche au pouvoir. A présent, il faut essayer de redorer son prestige sans provoquer de troubles incontrôlables.

Les coupables qu'il faut désigner du doigt, la bourgeoisie en montre en son sein (jeu gauche/droite, syndicat patronal ou de gauche, patron/Etat) mais donne en pâture au mécontentement des ouvriers... d'autres ouvriers (faux chômeurs, immigrés).

La gauche accuse la montée du dollar comme il y a quelques années, la droite accusait le pétrole, la sécheresse ou les inondations. Bon prétexte pour Delors : "La rigueur n'en est que plus nécessaire même si elle devient difficile... il faudra travailler plus." De même, dans plusieurs conflits de ces derniers mois, le rôle des syndicats a été d'accuser la gestion patronale des directions, allant jusqu'à dire qu'elles se sabordaient elles-mêmes "pour jouer la carte anti-gouvernementale en accentuant le chômage" (L'Humanité).

Mais comment le PC va-t-il expliquer les futurs licenciements de Renault (7000 !), entreprise nationalisée, exploitée par l'Etat ?

A Citroën à Aulnay, la CGT a fait pendant le printemps tout un travail de préparation pour lui permettre de revenir dans le secteur automobile blanche après son soutien direct au gouvernement. Tout ce travail a consisté à faire lutter les ouvriers contre le syndicat patronal, afin d'être mieux à même de contrôler les luttes qui vont surgir quand les 4500 licenciements seront officiels. Pour la gauche "radicale", plus il y a d'accusés, plus la classe ouvrière aura du mal à voir où est véritablement le problème.

Mais là où ceux qui se proclament "socialistes" et appellent leurs journaux "Humanité", avec dessous "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous" montrent leur crapulerie de manière la plus crissante, c'est quand ils font battage pour que les ouvriers s'entre-dévorent, s'entre-accusent, se dénoncent entre eux.

Car aujourd'hui, après les campagnes contre les faux chômeurs, les clandestins, la gauche s'attaque directement à la partie de la classe ouvrière dite "immigrée". Entre autre parce qu'ils sont largement employés dans le bâtiment et l'automobile, et que ces secteurs vont être durement frappés.

Qu'ils se révoltent, tout un travail a été fait pour que les autres ouvriers, loin de se solidariser avec leurs frères de chaînes les ressentent au contraire comme des étrangers, des profiteurs, le vieux mythe du "ils volent le

Il faut gagner du temps, prévenir l'action due au mécontentement, attirer l'attention sur de faux coupables, diviser la classe ouvrière.

pain des français" reprend de la graine (voir article même page). Mais la gauche atomise par race, elle le fait par entreprise, usine par usine, catégorie par catégorie. Chaque entreprise touchée devient le problème, comme dernièrement pour l'usine Peugeot-Talbot. Alors que les licenciements touchent l'ensemble de la production automobile, il faut empêcher les ouvriers de se retrouver massivement, de voir leurs intérêts communs. De plus, ce n'est même pas le problème de l'automobile en France, c'est les ouvriers de chaque pays qui sont touchés (Chrysler, Fiat, British Leyland, Ford...). Et ce n'est pas seulement le secteur automobile, c'est l'ensemble de la production capitaliste qui est touchée. La gauche veut nous faire croire par la voix de ses syndicats que le problème d'une usine est résolvable : Ces mensonges ne servent qu'à rendre les ouvriers prisonniers de leur usine, à les diviser, à les empêcher de réunir ce qu'ils ont en commun, et établir ainsi un véritable bras de fer avec leur ennemi de classe : la bourgeoisie.

Les ouvriers auront chaque jour de moins en moins à perdre que leur misère, et plus ils se laisseront manipuler, gouverner, entraîner dans de fausses directions, plus ils donneront à la bourgeoisie le droit sur leur vie ou leur mort. Le syndicalisme veut nous diviser par branche, par région, par usine, par race, par sexe. Il faut lui opposer la généralisation des luttes en sortant de son usine pour aller chercher la solidarité de ceux qui partagent notre sort. Le syndicalisme négocie la misère dans des conférences secrètes avec l'Etat ou les patrons.

Opposons-lui nos assemblées générales ouvertes, audibles pour tous, comme le faisaient les ouvriers de Pologne, avant que Solidarnosc ne s'occupe de briser le mouvement en l'entraînant sur d'autres terrains que la généralisation des luttes, l'auto-organisation et ne recommence les négociations secrètes avec l'Etat. Si les ouvriers ne contrôlent pas eux-mêmes leurs luttes, s'ils ne cherchent pas à discuter le plus largement possible entre eux, s'ils ne savent ni chercher, ni accepter la solidarité des autres entreprises, des autres secteurs, c'est la bourgeoisie qui s'occupera à leur place de leur sort.

C1.

PROCHAINE REUNION PUBLIQUE

SUR LE THEME :

FRANCE

**CHOMAGE,
AUSTERITE,
GUERRE**

UNE SEULE PERSPECTIVE

LUTTE DE CLASSE

MASSIVE ET AUTONOME

voir page 7

TCHAD

le piège tendu à la Libye par le bloc de l'Ouest

● Encore une fois, la barbarie du capitalisme éclate aux yeux de tous. La crise économique en s'aggravant, avive les tensions impérialistes. En effet, le capitalisme en crise, non seulement, développe l'austérité, le chômage et, au bout du compte, la misère, mais encore tue et massacre partout sur la planète. Au Tchad, en Irak et ailleurs, des travailleurs et des populations servent de chair canon sous un déluge de fer et de feu.

La presse a le front de parler d'indécision des grandes puissances et fait beaucoup de bruit autour des divergences d'appréciation entre la France et les USA sur la gravité de la situation et la nécessité d'intervenir. En réalité, l'intervention de tout le bloc au Tchad a été mûrement réfléchie, organisée et planifiée depuis l'arrivée de la force zaïroise jusqu'à l'opération française "Manta" qui ne fait que commencer.

L'offensive du bloc occidental

Nous disions dans le n°110 de R.I en juin 83 : "Pour comprendre ce que représente réellement les dernières négociations armées sur l'occupation du Liban, il faut les replacer dans l'évolution générale des tensions entre les grandes puissances depuis les années 70". Et nous concluions, "avec le ressurgissement d'une crise ouverte, l'intensification des tensions impérialistes s'est faite au profit de l'économie la plus forte, celle du bloc occidental". Voilà le cadre tracé, il n'a pas changé d'un iota depuis le mois de juin 83, au contraire, l'offensive du bloc occidental s'est nettement développée. Depuis le départ des palestiniens du Liban, le bloc soviétique ne peut que tenter de conserver une certaine influence en Syrie.

Profitant de cette situation et du répit donné par la lutte de classe, le bloc occidental se renforce en Afrique et surtout dans le bassin de la Méditerranée orientale.

La stratégie du bloc occidental

A la faveur des difficultés économiques et sociales du bloc de l'Est et son enlèvement en Afghanistan entre autres choses, l'autre brigand poursuit son avantage en "vérouillant" cette zone stratégique, ce qui accroîtra la pression sur tous les pays éloignés du territoire russe où l'URSS maintient difficilement une certaine influence : Angola, Mozambique, Ethiopie et Asie du Sud Est.

Il s'agit, d'un côté, de contrôler l'entrée du canal de Suez sur les bords de la mer Rouge en créant une

base à Ras Banas en Egypte et, de l'autre côté, d'aménager l'île de Pantelleria au sud de la Sicile pour accueillir des avions ultra sophistiqués de surveillance : les fameux AWACS.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer les derniers événements militaires au Tchad.

Sur l'échiquier des grandes puissances, la Libye demeure un abcès de désordre dans cette région.

Depuis plus d'un an, l'Occident oblige Kadhafi à revoir sa politique. Des pressions ont amené la visite de ce dernier à un de ses "pires ennemis", Hassan II du Maroc, et un début de règlement du conflit du Sahara espagnol est en vue. De même, alors qu'il était question, il y a 2 ou 3 ans de déstabilisation de la Tunisie de Bourguiba, aujourd'hui, nous assistons aux retrouvailles de tous les "frères" ennemis pour la création "d'un grand Maghreb".

Mais ces actes d'allégeance ne suffisent plus, la Libye doit rentrer dans le rang, il n'est plus possible qu'elle joue ce qui lui restait d'indépendance dans ses choix impérialistes. Dans les années 80, avec la crise ouverte, il n'y a plus de place pour des politiques "indépendantes". La Libye doit se plier complètement à la discipline du bloc occidental.

Le bloc poursuit son offensive qui passe par une remise en ordre qui continue la politique menée l'année dernière au Liban en particulier.

Il ne s'agit pas d'un pas supplémentaire direct dans les affrontements inter-impérialistes mais d'une poursuite de la politique entreprise par le bloc occidental visant à sa mainmise complète dans cette région. Le bloc de l'Ouest intervient de façon toujours plus coordonnée.

Dans notre presse, nous avions indiqué la gravité des événements en Afghanistan (1980) qui constituaient une percée du bloc soviétique vers les "mers chaudes" dans un pays qu'il ne contrôlait pas. Au Liban et au Tchad ou en Libye (1), il n'y a pas à proprement parler une avancée du bloc de l'Ouest mais une mise au pas à l'intérieur du bloc lui-même.

Les enjeux du Tchad

Tout d'abord, Goukouni Oueddeï et Hissene Habre ne sont que des chefs de bandes armées qui n'existeraient pas sans le soutien de leurs puissants protecteurs.

En conséquence, les événements du Tchad ont une origine qu'il faut rechercher ailleurs, en faisant fi des assertions des mass media sur les atterrissements de la France, les surenchères américaines ou les inquiétudes des "roitelets" africains craignant pour leurs prébendes.

Aujourd'hui, il est clair que l'in-

tervention au Tchad a été bien préparée et planifiée de longue date par le bloc occidental afin de faire tomber Kadhafi dans un piège.

Comment les événements se sont-ils déroulés ?

Premier acte : à la mi-juillet, Faya-Largeau est prise, une première fois, sans de bien grands combats, puis la ville d'Abeché connaît le même sort, les troupes tchadiennes d'Hissen Habré sont en pleine déroute, tout le monde pense que N'Djaména va tomber dans les prochains jours.

Deuxième acte : le bloc occidental réplique par l'envoi de soldats zaïrois et un armement fourni par les USA et la France.

Le bloc occidental livre tout juste l'équipement et les instructeurs nécessaires, mais sans plus, pour reconquérir Faya-Largeau.

Troisième acte : avec l'intervention massive de l'aviation libyenne, Faya-Largeau change à nouveau de camp. Si le bloc occidental avait voulu conserver cette palmeraie, il aurait pu le faire très facilement. La perte de Faya-Largeau avait un but bien précis, attirer la Libye dans un piège. Le massacre répugnant des populations par l'aviation libyenne a aussi permis de justifier un pas supplémentaire dans l'escalade militaire. C'est le même genre de tactique qui a déjà été utilisée au Liban, à Sabra et Chatila, où les forces internationales s'étaient retirées pour laisser s'accomplir, avec leur bénédiction, la sale besogne.

L'intervention des troupes de l'OTAN, américaines, françaises et italiennes a été ainsi justifiée, il fallait venir au "secours" des populations en danger. Quatrième acte : la réplique de l'occident, présentée par la presse comme hésitante est maintenant claire, il s'agit de domestiquer l'animal pris au piège. Calmement, le bloc prépare son intervention armée : au début, on annonce le départ de 300 parachutistes français, puis 2 000 ; une ligne sur le 14ème parallèle est soi-disant tracée, et enfin, on annonce qu'il y a les antennes de cette force qui se sont installées plus au nord, l'arrivée des fameux avions Jaguar, de la Légion de sinistre mémoire et l'arrivée en dernier d'un général. Pourquoi arrive-t-il bon dernier ? Il ne vient pas pour diriger une simple installation qui a déjà eu lieu. Il vient pour diriger des affrontements militaires.

On ne nous fera pas croire que tout ce beau monde est là pour un simple baroud d'honneur (2).

Dans toute cette stratégie, nous avons vu l'ensemble du bloc occidental agir de concert ; les USA fournissent du matériel, des avions cargos pour transporter le matériel et les AWACS pour la protection et le repérage des déplacements des troupes adverses, la

CEE fournissant les fonds au Zaïre, et la France, les soldats.

Ce qui est nouveau, c'est la coordination accrue qui tend à se développer depuis 2 ans entre tous les Etats du bloc occidental. Ce qui est reproché à la Libye, entre autre, c'est de faillir à la règle.

En Afrique, nous constatons, par exemple, qu'à chaque conflit, une force d'intervention inter africaine est mise en place, se renforce et se coordonne avec les forces occidentales.

L'intervention française

La France "socialiste" renoue avec son passé militaire glorieux (voir l'article p.8). Dès la création de sa Force d'Action Rapide (FAR) de 47 000 hommes (3), elle est envoyée dans sa zone d'influence (comme l'a si bien rappelé Reagan lui-même !), sous la protection du bouclier américain et de ses avions AWACS (4).

L'intervention militaire française est de très grande ampleur :

en effet, en 1978, un seul bataillon de parachutistes était intervenu à Kolwezi pendant 3 semaines ; l'opération "Barracuda" au Centre-Afrique pour le renversement de Bokassa en 1979 avait inauguré la présence permanente de troupes françaises au coeur de l'Afrique mais sans un fort contingent. Aujourd'hui, avec l'opération "Manta", nous assistons à la plus grande intervention de la France depuis la guerre d'Algérie. Cette force, compte-tenu du matériel acheminé à N'Djaména, s'installe pour une longue durée, hors de France.

Le bloc occidental est arrivé à faire passer la Libye comme agresseur, alors que cette guerre montre la force de l'Occident qui a planifié et coordonné de longue date la mise au pas de la Libye.

Mitterrand a déclaré au "Monde" du 26 août : *Je suis sûr de la qualité de nos soldats et de leurs chefs. Ce qu'ils feront, ils le feront bien. La paix comme la guerre.* Oui, les soldats "socialistes" feront bien la paix, mais la paix des cimetières !

(26 août 83)

(1) Les 3/4 du commerce libyens se fait avec l'occident, les pilotes libyens sont entraînés par la France...

(2) corroboré par la déclaration de Mitterrand dans le "Monde" du 26 août.

(3) le "Monde" du 18 juillet 83.

(4) le départ des avions AWACS s'explique d'une part par la volonté du bloc de continuer la tactique du piège et d'autre part l'équipement militaire français est désormais suffisant avec son dispositif propre de défense.

Attaques contre les immigrés

diviser pour régner

● Cette fameuse et tant attendue "rentrée sociale" ne laisse pas le gouvernement et les médias à son service muets et hésitants. Bien au contraire, depuis quelques mois, on prépare "l'opinion" à la perspective d'une rigueur accrue, de licenciements massifs dans l'automobile et dans d'autres secteurs. Après la saignée effectuée dans le secteur sidérurgique en 1979, il est nécessaire aujourd'hui d'en effectuer une dans le seul secteur qui était considéré, il y a peu de temps encore, comme le secteur-clé de la production et des exportations françaises. Pour la bourgeoisie, cela signifie s'attaquer au coeur de la production, au coeur de la région parisienne. C'est un problème urgent à résoudre et le maximum de précautions est pris pour mouiller la poudre, pour désamorcer les réactions ouvrières.

C'est dans ce sens qu'il faut comprendre l'insidieuse mais néanmoins intense campagne idéologique qui est faite sur le soi-disant problème immigré.

Bien que la France se trouve sous des latitudes tempérées, il y règne depuis quelques mois un climat chaud, un climat social chaud, ceci non parce qu'il y aurait des manifestations ou des é-

neutes mais parce qu'on y entretient, à travers l'accumulation de faits divers dramatiques -les meurtres de plusieurs enfants dans les cités lyonnaises ou parisiennes- un climat de tension et d'hostilité.

Les thèmes de l'insécurité, de la délinquance, des ghettos immigrés, en un mot du "problème immigré", apparaissent périodiquement dans les colonnes des journaux et reviennent souvent dans les discours vénaux des journalistes. On n'appelle pas directement à la délation ou au lynchage des immigrés. Non, ce serait trop gros ! Il y a une gradation subtile dans les discours, une manière intelligente de créer un climat, de susciter une ambiance de suspicion, de méfiance et au bout du compte de haine.

Cela peut aller du discours pernécieux d'un journaliste du "Monde" qui laisse entendre (d'après des études du CNRS) que les réactions humaines au stress et à la chaleur ressemblent à celles de porcs élevés en élevage intensif ("Le Monde" du 6/8) : vivant dans des conditions qui s'apparentent à celle d'une étable ou d'un poulailler ultra-moderne, les hommes ne peuvent que réagir comme des animaux : c'est fatal, inévitable ; à un dis-

cours plus nuancé donc plus dangereux : il est évident, nul ne peut le nier, qu'il existe des cités surpeuplées, sales, où vivent pour la plupart des immigrés et nous sommes prêts à réhabiliter ces endroits et à engager une grande politique d'urbanisme (dixit Mitterrand). Pour cela, on se donne les moyens : on va visiter les familles, boire du café en leur compagnie, on daigne descendre les escaliers d'un HLM hideux.

Sur le même tempo, l'Etat "socialiste" bat la campagne sur le thème de l'immigration clandestine. Que ce soit le discours musclé de Marchelli (CGC) qui réclame le retour au pays des immigrés ("venus pour l'appât du gain") résidant en France depuis moins de dix ans ou les discours apparemment plus concédants des autres syndicats, tous n'aboutissent qu'à un résultat : créer un problème immigré. Et cette campagne idéologique n'est pas le fruit du hasard ; elle est le produit d'une nécessité, celle de reporter les préoccupations, l'attention sur une partie de la population et de la classe ouvrière en la désignant comme cible, comme bouc-émissaire. La méthode n'est pas nouvelle ; elle est exploitée par tous les gouvernements et Etats du mon-

de pour dresser une partie de la classe ouvrière contre l'autre. On reporte la responsabilité de la crise économique sur une fraction de la classe ouvrière afin d'empêcher que celle-ci, dans son ensemble, ne prenne conscience que c'est l'Etat, l'ennemi, le responsable. C'est lui le gestionnaire loyal de la crise économique, lui qui prend les mesures de répression et d'austérité. Il importe à la bourgeoisie que la classe ouvrière trouve des ennemis dans ses propres rangs afin qu'elle n'engage pas le véritable combat, afin qu'elle ne s'unifie pas.

C'est à une attaque générale contre la classe ouvrière que la bourgeoisie se prépare. Quand on licencie des ouvriers, on licencie des ouvriers et non des immigrés.

La classe ouvrière se distingue des autres couches sociales par la place qu'elle tient dans les rapports de production, elle est classe exploitée, c'est ce qui fait son unité fondamentale face à la classe exploiteuse. C'est cette unité fondamentale qu'elle doit constituer contre les fausses divisions que la bourgeoisie dresse pour préserver son ordre social, de chômage, de misère et de guerres.

le syndicalisme co de la classe

Aujourd'hui, la méfiance envers les syndicats ne cesse de se développer dans la classe ouvrière. Cette méfiance s'est même parfois transformée en affrontements entre ouvriers et syndicats.

CELA POSE LA QUESTION DU SYNDICALISME EN GENERAL.

Cette question déterminante pour les luttes décisives à venir, ne peut être comprise que dans le cadre du changement de période du capitalisme. 1914, la guerre mondiale est le premier signe de l'entrée en décadence du capitalisme "la société capitaliste, vu le caractère aigu des contradictions inhérentes à son mode de production, ne peut plus remplir sa mission historique : développer les forces productives et la productivité du travail humain de façon continue et progressive. Le choc entre les forces productives et leur appropriation privée, autrefois sporadiques, est devenu permanent. Le capitalisme est entré dans sa crise générale de décomposition..." (Bilan n° 11 - septembre 1934)

Il n'existe plus de possibilité d'améliorations durables dans ce système agonisant et la seule alternative qui se pose au prolétariat est de le détruire et d'instaurer le communisme ou de périr avec lui et signifier la fin de l'humanité. "Dans la phase de décadence impérialiste, le capitalisme ne peut orienter les contradictions de son système que dans une seule direction : la guerre. L'humanité ne peut échapper à cette issue que par la révolution prolétarienne." (Bilan n° 11 - septembre 1934)

Cela fait 60 ans que nous vivons la pourriture d'un système en décadence, que nous vivons la pourriture d'un système qui ne se maintient "en vie" et essaye de retarder un tant soit peu sa crise fatale qu'au prix de la constante dégradation des conditions de vie et de travail de la classe ouvrière, de crises économiques qui font de plus en plus de ravages et d'une escalade de la barbarie dans des guerres incessantes. Mais après 50 ans de contre-révolution, la lutte ouvrière ressurgit et aujourd'hui dans sa pratique pose la question de son organisation.

Est-ce les syndicats comme au 19ème siècle ?

La classe ouvrière peut-elle encore se servir des syndicats ou les reconquérir à son service ?

Le syndicalisme, fut-il très radical ou de base, est-il la forme d'organisation adaptée au contenu des luttes ?

Cet article se propose d'aborder ces questions. La classe ouvrière, pour son combat, a deux armes essentielles : sa conscience et son organisation, c'est-à-dire sa capacité à s'unir et à s'organiser consciemment pour défendre ses intérêts de classe. C'est alors que le prolétariat fait trembler la bourgeoisie. Dans un contexte où la défense même de ses intérêts pose désormais la nécessité et la possibilité historique de lutter pour la destruction du capitalisme, cette question est cruciale.

19ème siècle : les syndicats, instruments pour la lutte et l'unification de la classe ouvrière

● Au 19^e siècle, les syndicats étaient vraiment des organisations qui regroupaient les ouvriers et qui leur permettaient d'organiser leurs luttes en vue d'obtenir des réformes (augmentations de salaire et diminution du temps de travail surtout). Dans le contexte d'un mode de production en plein développement et ne connaissant que des crises cycliques de courte durée, ces luttes syndicales parvenaient effectivement à arracher à la bourgeoisie des avantages substantiels et durables. Le fait même d'avoir obtenu le droit (reconnu en 1824 en Angleterre) ou la simple possibilité de fait de s'associer en syndicats pour lutter, représentait une victoire, et non des moindres, arrachée à la bourgeoisie de haute lutte. Les syndicats représentaient l'effort souvent héroïque des ouvriers, pour s'unir en vue de lutter et donc de se constituer en classe qui défend ses intérêts face à la bourgeoisie. Les ouvriers s'organisaient par corporation, se soutenant, dans leurs luttes, d'une corporation à l'autre et même d'un pays à l'autre, par le biais par exemple, des caisses de secours. Il s'agissait alors de faire plier tel patron ou telle branche d'industrie et de les contraindre à accorder des conditions de vie meilleures. Cela était alors possible. Marx et Engels soulignent l'importance des syndicats et l'unification de la classe ouvrière que leurs luttes permettaient :

"Les syndicats et les grèves qu'ils entreprennent ont une importance fondamentale parce qu'ils sont la première tentative faite par leurs ouvriers pour supprimer la concurrence. Ils impliquent en effet la conscience que la domination de la bourgeoisie repose nécessairement sur la concurrence des ouvriers entre eux, c'est-à-dire sur la division du prolétariat et sur l'opposition entre groupes individualisés d'ouvriers." (Marx-Engels "Le syndicalisme" - Ed. Maspero).

Mais déjà, cette forme d'organisation comportait des limites :

"Il est évident que tous ces efforts ne peuvent modifier la loi économique qui règle les salaires en fonction de l'offre et de la demande sur le marché du travail. Autrement dit : ces associations sont impuissantes contre toutes les grandes causes qui déterminent le rapport entre cette offre et cette demande. Lorsque sévit la crise des affaires, l'association elle-même est contrainte ou bien de réduire les salaires, ou bien de se dissoudre complètement." (idem) Marx et Engels mettent déjà en garde face à cette tendance des syndicats à se borner "à régulariser le salai-

re moyen et à fournir aux ouvriers dans leur lutte contre le capital, quelques moyens de résistance" (idem) et qui les amène à oublier le but final du mouvement : "la lutte pour l'abolition du système salarial tout entier."

Cette période du capitalisme ascendant permettait aussi à la classe ouvrière d'envoyer des représentants au parlement. En effet, la bourgeoisie de cette époque était encore divisée en fractions plus progressistes et d'autres plus réactionnaires. La bourgeoisie d'alors, par exemple, luttait encore contre les représentants des classes dominantes de l'ancien régime dont le pouvoir économique est encore puissant et contre les fractions les plus rétrogrades de sa propre classe. C'est donc dans ce contexte, comme le dit Le Manifeste Communiste : "mettant à profit les dissensions intestines de la bourgeoisie que l'organisation des prolétaires lui arrache la reconnaissance, sous forme de lois, de certains intérêts des travailleurs." Si, à cette époque, il était possible d'avoir ces deux formes de lutte, la lutte au parlement et la lutte pour des réformes économiques ne pouvaient être comprises, au plus profond, que comme faisant partie du même mouvement : celui de la lutte d'une classe contre une autre, en vue de son émancipation. La lutte des classes est toujours politique. Mais là encore, les syndicats tendent à figer le mouvement en séparant ce qu'on ne peut séparer faisant des syndicats les organes de la lutte économique d'un côté et les partis politiques du prolétariat les organes de la lutte politique cantonnée au parlement de l'autre. Ainsi, après avoir rappelé aux anarchistes que la lutte de classe est une lutte politique : "La lutte de classe est une lutte politique... Ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps" (Marx - Misère de la Philosophie -), Marx s'adresse aux syndicats qui tendent à l'oublier : "quoiqu'il en soit, la lutte entre les deux grandes classes de la société devient nécessairement une lutte politique." (Marx-Engels - Le syndicalisme)

En 1905, les grèves de masse qui explosent en Russie viennent illustrer et confirmer cette tendance du syndicat à vouloir enfermer la lutte ouvrière dans les limites de la lutte pour des réformes. Ainsi, à l'heure où l'évolution du capitalisme oriente la classe ouvrière vers la lutte révolutionnaire, le syndicalisme devient un frein à cette lutte.

"La grève de masse, telle que nous la montre la Révolution Russe (de 1905) est un phénomène si mouvant qu'il reflète en

lui toutes les phases de la lutte politique et économique, tous les stades et tous les moments de la révolution... grèves économiques et politiques, grèves de masse et grèves partielles, grèves de démonstration ou de combat, grèves générales touchant des secteurs particuliers ou des villes entières... toutes ces formes de lutte se croisent ou se côtoient, se traversent ou débordent l'une sur l'autre : c'est un océan de phénomènes éternellement nouveaux et fluctuants. La loi du mouvement de ces phénomènes apparaît clairement ; elle ne réside pas dans la grève de masse elle-même, dans ses particularités tech-

20ème siècle : les syndicats, instruments de la division et du sabotage des luttes

Les syndicats ont donc été une arme véritable pour les luttes de la classe ouvrière et son unification. Mais les limites qu'ils portaient en eux, avec le changement de période, de freins d'abord -1905- vont devenir de véritables entraves au point d'être récupérés, tout simplement, par l'Etat bourgeois, quand l'ère des réformes possibles s'achève et que seule se pose à la classe ouvrière, la nécessité de la lutte révolutionnaire. Les syndicats montreront leur nouvelle nature bourgeoise désormais dès 1919 en s'affirmant les ennemis résolus, aux côtés de l'Etat bourgeois, de la lutte révolutionnaire des ouvriers allemands.

"Rappelez-vous, camarade, quelle situation régnait en Allemagne avant et pendant la guerre. Les syndicats, unique moyen d'action mais bien trop faible, machines improductives entièrement aux mains des chefs qui les faisaient fonctionner au profit du capitalisme. Puis, ce fut la révolution. Les chefs et la masse des syndiqués transformèrent ces organisations contre celle-ci. La Révolution est assassinée avec leur concours, avec leur appui, par leurs chefs, et même par une partie des syndiqués de base. Les communistes voient leurs propres frères fusillés avec la bénédiction des syndicats. Les grèves en faveur de la Révolution sont brisées." (Gorter - Réponse à Lénine)

Dès lors, le syndicalisme sert à encadrer la classe ouvrière, à enfermer sa lutte dans le cadre désormais trop étroit du capitalisme et de sa légalité en vue de saboter sa lutte. Un syndicalisme qui serve un tant soit peu la lutte ouvrière n'est plus possible. Ce ne sont pas seulement les syndicats qui sont pourris mais la forme syndicale elle-même qui n'est plus adaptée.

Parlementarisme et syndicalisme sont liés à une période, celle où la bourgeoisie était progressiste et où elle pouvait accorder de vraies réformes. Dans la période de décadence, il n'y a plus de programme minimum possible pour la classe ouvrière mais seulement le programme maximum, celui de l'abolition du salariat et donc de la lutte pour la destruction du capitalisme. Une lutte de cette envergure, à la fois nécessaire et possible, qui se lance par vagues successives à l'assaut de l'Etat et du système qu'il défend, ne peut se dérouler dans le cadre prévu au 19^e siècle pour l'obtention des réformes alors possibles.

"C'est bel et bien la forme d'organisation elle-même qui réduit les masses à l'impuissance ou tout comme, et qui leur interdit d'en faire les instruments de leur volonté." (Pannekoek).

Cette forme de lutte sous-entend des illusions persistantes dans la classe ouvrière, sur la possibilité d'obtenir des réformes. La réalité est autre : en 1936 par exemple, 6 mois après les accords de Grenelle, les augmentations de salaires étaient déjà annulées par l'inflation.

Cette forme entretient aussi la classe ouvrière dans une situation de faiblesse et de manque de confiance en elle, caractéristique d'une classe exploitée. En effet, la forme syndicale demande aux ouvriers de confier l'organisation de leur lutte à des "spécialistes" qui pensent pour eux, négocient pour eux. Elle correspond à -et entretient aussi- l'illusion qu'il est encore possible de conserver une organisation permanente qui défende les intérêts des ouvriers, même quand la lutte est retombée. Or, avec le développement du capitalisme d'Etat, qui concentre entre les mains de ce dernier la défense et la survie du système, il n'est possible de maintenir un rapport de forces que dans les phases de lutte. Immédiatement après la lutte, il fait à nouveau peser de tout son poids, sur la classe ouvrière, les nécessités du capitalisme en crise. L'organisation perma-

nieuse, mais dans le rapport des forces politiques et sociales de la révolution. La grève de masse est simplement la forme prise par la lutte révolutionnaire..." (Rosa Luxemburg - Grève de masse, Parti et syndicats)

Les syndicats ne voient pas ce mouvement irréversible qui accompagne l'évolution du capitalisme. Ils se figent sur la lutte pour les réformes, sur les grèves prévues à l'avance et organisées méthodiquement, en vue des réformes et en 1906, le Congrès syndical de Cologne interdit même la discussion sur la grève de masse dans un moment où la classe ouvrière pourtant essaie d'en tirer les leçons.

nente sert alors nécessairement à faire accepter ces nécessités.

Ce n'est que dans la phase révolutionnaire lorsque la classe ouvrière dans ses grandes masses est mobilisée en permanence, qu'elle peut maintenir une organisation permanente de lutte au travers des conseils ouvriers parce qu'elle est capable alors de maintenir un rapport de force permanent. La forme syndicale correspond encore à l'illusion qu'une minorité combattive organisée peut préparer, éventuellement déclencher et organiser les luttes. Or en décadence surtout, les luttes ne se décrètent pas et l'organisation jaillit de la lutte.

Rosa Luxemburg avait su tirer ces leçons de la grève de masse de 1905 :

"Mais par ailleurs les syndicats, pas plus que les autres organisations de combat du prolétariat, ne peuvent à la longue se maintenir que par la lutte, et une lutte qui n'est pas seulement une petite guerre de grenouilles et de rats dans les eaux stagnantes du parlementarisme bourgeois, mais une période révolutionnaire de luttes violentes de masses... L'évolution dialectique vivante, au contraire, fait naître l'organisation comme un produit de la lutte." (Grève de masse, Parti et syndicats)

Les seules grandes luttes depuis 60 ans, ont été des grèves sauvages, spontanées et de masse et qui se sont données comme base d'organisation non pas la forme syndicale mais celle des assemblées générales, où tous les ouvriers débattent de leur propre lutte et des problèmes à résoudre, avec des comités élus et révocables pour centraliser la lutte.

Ce sont toutes ces illusions sur le syndicalisme qui ont permis à la bourgeoisie de récupérer puis de briser la grève de masse en Pologne, par le biais de Solidarnosc. C'étaient les assemblées générales et les comités élus et révocables qui préfiguraient les Conseils ouvriers de demain et non Solidarnosc qui, lui, illustre la voie qui mène à la défaite : celle du syndicalisme. Les syndicats déploient un grand zèle à faire respecter "le droit au travail", c'est-à-dire le droit bourgeois qui codifie l'exploitation. Ils sont la police de l'Etat dans les usines, encadrant les luttes pour soumettre la classe ouvrière à la discipline de l'exploitation capitaliste au nom d'aménagements devenus irréalisables de façon durable, orientant donc vers des défaites ; faisant de la négociation un but en soi, dans le secret des bureaux patronaux ou ministériels ; demandant aux ouvriers de s'en remettre à eux, de leur déléguer leur pouvoir, afin de mieux contrôler leurs luttes et les mener vers des impasses ; divisant les luttes et donc les ouvriers au moyen de grèves d'une heure par ci, de 24 heures par là ; se servant du corporatisme dans le but d'empêcher l'unification des luttes et leur nécessaire généralisation ; exerçant la répression directe et la dénonciation des éléments révolutionnaires en tant qu'agents de la droite ou de la CIA ou autres.

Avec la reprise de la lutte de classe depuis 1968, à travers les hauts et les bas de la lutte, dans tous les pays a mûri la compréhension croissante que les syndicats sont l'instrument de division et de sabotage des luttes par l'Etat bourgeois : la grande grève de mai 1968 en France est déclenchée malgré les syndicats ; en Italie, au cours des grèves de "l'automne chaud" de 1969, les travailleurs chassent les représentants syndicaux des assemblées

de grévistes ; en 1973, les dockers d'Anvers en grève s'attaquent au local des syndicats ; dans les années 70, en Angleterre, les ouvriers malmèment souvent les syndicats ; en 79, les luttes de Longwy-Denain en France vérifient cela ; en août 80, en Pologne, les ouvriers rejettent les syndicats qui sont ouvertement des rouages de l'Etat et organisent la grève de masse sur la base des assemblées générales et des comités élus et révocables, les MKS. Les micros sont de rigueur pendant les négociations, pour que tous les ouvriers puissent suivre, intervenir et contrôler leurs délégués.

Les efforts de la bourgeoisie pour renforcer les syndicats

La bourgeoisie travaille à radicaliser ses syndicats, à les orienter vers un travail de base, "à l'écoute" des ouvriers, afin de ne pas se laisser distancer par la lutte et tenter de l'encadrer jusqu'au bout. C'est parce que l'illusion existe dans la classe ouvrière qu'il est encore possible de lutter dans la forme syndicale que la bourgeoisie peut développer les mystifications du syndicalisme de base. Pour entretenir la mystification du syndicalisme qui lui est si précieuse, la bourgeoisie utilise de multiples moyens :

- en essayant par exemple, de donner aux syndicats une image plus radicale, plus ouvrière. C'est Thatcher en Angleterre qui poursuit ce travail en obligeant les syndicats à desserrer leurs liens d'avec le parti travailliste plus assez crédible et qui lui aussi doit se radicaliser et tout cela dans le but avoué de faire du TUC "dans les prochaines années, la principale force d'opposition au gouvernement conservateur" (Le Monde du 9 août 83). Dame Thatcher tente aussi cette radicalisation en faisant élire désormais, les délégués syndicaux directement par les ouvriers et à bulletin secret de manière à récupérer les ouvriers les plus combattifs ayant la confiance, eux, des

La bourgeoisie s'inquiète de ce phénomène de méfiance et de rejet dans une période où elle sait parfaitement que la crise de son système va obliger les ouvriers à se lancer dans des combats de plus en plus larges, massifs et généralisés, à la mesure des attaques même dont ils sont l'objet. Il n'est donc pas étonnant de voir la bourgeoisie déployer beaucoup de zèle pour remédier à cette perte de confiance, de la part des ouvriers et essayer de renforcer ses syndicats, dirige essentielle et premier rempart contre un mouvement qui va vers des affrontements révolutionnaires.

autres ouvriers et à les enfermer dans le cadre syndical. En Italie, cet effort de radicalisation des syndicats, a été entrepris par la bourgeoisie au lendemain de "l'automne chaud" de 1969. Les "commissions inter-syndicales, complètement sclérosées et qui avaient montré leur manque d'efficacité avaient été remplacées par les "conseils d'usine". Le mode d'élection des "conseils d'usine" a permis, pendant les années 70, de récupérer les ouvriers les plus combattifs dans le cadre syndical. En effet, tous les ouvriers, même ceux qui ne sont pas inscrits à un syndicat peuvent voter et être élus. La possibilité même de révoquer l' élu est prévue. Mais la forme syndicale, aussi radicale et de base soit-elle, résiste mal à la lutte ouvrière quand cette dernière tend à se développer. Ainsi, comme dit la bourgeoisie, avec la fin des années 70, "Il n'est plus possible d'enrayer le chômage et l'affaiblissement du syndicat en devient inévitable. De ce point de vue, les syndicats italiens qui avaient tout mis sur la possibilité d'obtenir une politique favorable aux travailleurs de la part d'un gouvernement démocrate-chrétien (version syndicale de la politique communiste du "compromis historique") ont payé cher leur naïveté" (Le Monde diplomatique,

mai 83). Si l'on admet qu'il ne s'agit pas de naïveté, ce qui apparaît c'est l'usage de cette forme syndicale, et la nécessité d'en trouver une encore plus radicale.

- c'est là qu'apparaît alors une forme encore plus radicale; celle de groupes très virulents en paroles, très anti-syndicats, et qui récupèrent dans un nouveau syndicat qui n'en a pas le nom, les ouvriers écœurés par les syndicats officiels. "Ouvriers Contre" est de ceux là. Ce groupe italien déclare dans son journal: "Pourquoi ne pas associer les premiers ouvriers qui se sont rendus compte qu'on ne pouvait plus avoir confiance en rien, dans une organisation ayant ses propres statuts, ses règles de fonctionnement, son propre système de financement, une méthode de travail commune qui permettent aux ouvriers, selon le peu d'heures dont ils disposent, d'être actifs et d'exprimer au maximum le mode de vie des ouvriers sur chaque question sociale ?" ("Ouvriers Contre" n°11). Nous avons là la proposition d'une organisation qui referait le travail que le syndicat n'assure plus, se présentant comme un nouveau syndicat de classe, recréant des règles de fonctionnement à observer quand c'est aux ouvriers eux-mêmes à débattre de ce qu'il faut faire et recréant la division entre travailleurs organisés et inorganisés. L'ambition de ce groupe est de créer une nouvelle force organisée et permanente qui fasse sentir, au niveau national, son poids... dans les conseils d'usine syndicaux!

- en développant la fausse opposition: base syndicale-dirigeants. Les luttes des sidérurgistes, en Belgique, en février-mars 82, partirent spontanément et virent rapidement un effort d'extension de la part des ouvriers. Pris de court, les syndicats condamnant d'abord les grèves puis les reconnaissent rapidement, dès qu'ils comprennent que le mouvement est lancé et qu'ils doivent l'arrêter. Pour pallier à la perte de crédit des syndicats, on voit une division du travail se développer: d'un côté les "dirigeants", capables de garder une certaine influence parmi

les couches les plus passives de la classe ouvrière, celles qui pensent qu'il est possible de choisir le moindre mal, de l'autre les délégués de base, se chargeant de canaliser la colère des couches les plus combattives et radicales contre les "directions syndicales pourries". Le résultat en est le maintien des ouvriers dans le cadre syndical, la division entre "durs" et "modérés", une lutte non collective où les ouvriers ne sentent pas leur force réelle, avec au bout la démoralisation. Il serait vain de compter le nombre de fois où les orateurs syndicaux se sont faits conspuer, où les permanents syndicaux se sont faits traiter de capitalistes. Mais parmi les travailleurs qui conspuent se trouvaient les délégués syndicaux de "base", récupérant la colère contre les syndicats en l'orientant vers les directions, maintenant ainsi en vie l'illusion du syndicat comme organisation ouvrière malgré les "trahisons des dirigeants".

La bourgeoisie n'a pas fini d'inventer des "formes nouvelles de lutte" qui n'auront pour but que de tenter d'enfermer, par tous les moyens la lutte dans le syndicalisme. La bourgeoisie doit occuper tout le terrain social. Elle doit s'attacher à organiser elle-même la lutte des ouvriers, organiser le désordre, organiser les débordements syndicaux, organiser la révolte... afin surtout d'éviter qu'elle ne sorte du cadre bourgeois et ne permette alors le développement de la conscience ouvrière et de son organisation autonome; car là est le chemin de la révolution.

Mais les perspectives de la lutte et la pratique qu'elles impliquent démasqueront, avec le développement incessant de la crise, jusqu'au syndicalisme de base le plus radical.

Qu'il le veuille ou non, le prolétariat sera contraint de détruire les syndicats et toutes les formes syndicales même les plus radicales. La destruction des syndicats est un aspect primordial de la destruction globale de l'Etat capitaliste.

A.B

CORRESPONDANCE : REPONSE AUX "AMIS DE SPARTACUS"

● Nous avons reçu la lettre ci-dessous du groupe d'individus qui se nomme "les amis de Spartacus":

"DE L'USAGE DE MARX EN TEMPS DE CRISE"
Qu'un colloque sur Marx se tienne pour le centenaire de sa mort dans les locaux de l'Assemblée nationale vérifie une fois de plus ce que divers courants révolutionnaires affirment depuis plusieurs dizaines d'années: non content d'être devenu l'idéologie de la classe dominante dans les pays de capitalisme d'Etat, le marxisme se présente partout ailleurs sur le marché des idées comme une variété de l'idéologie dominante. Ce qui n'empêche pas l'analyse critique qui précède d'utiliser quelques-unes des notions (idéologie et classe) qui ont été formulées de la manière la plus cohérente par Marx. Ecrite pour être l'arme théorique du prolétariat, l'oeuvre de Marx a servi à la réforme et à la conservation du capital, tout autant qu'à sa subversion.

Tandis que diverses variétés de la contre-révolution -stalinienne, sociaux-démocrates et trotskistes- réunies dans les locaux du parlementarisme bourgeois vont mimer l'enterrement en grande pompe du noyau subversif de l'oeuvre de Marx, les Cahiers Spartacus vont s'efforcer d'offrir les éléments d'une réflexion utile à ceux qui n'ont pas perdu l'espoir de changer le monde. Nous demandons à un certain nombre de personnes qui ont quelques lumières sur la question à quoi peut servir Marx en temps de crise ? Question qui se décompose comme suit:

Qu'est-ce qui dans les écrits de Marx et dans les extrapolations de ses disciples peut servir aujourd'hui à la bourgeoisie et aux fonctionnaires du capital pour asseoir leur domination et tenter de maîtriser une économie qui leur échappe ? Qu'est-ce qui peut aider la révolutionnaire d'aujourd'hui à comprendre la relation entre la crise sociale et la crise économique ? En quoi la méthode historique de Marx est utile au prolétariat dans sa lutte pour la communauté humaine ? On

a trop souvent et trop mécaniquement lié la possibilité d'une rupture révolutionnaire avec la baisse tendancielle du taux de profit. En quoi Marx peut-il nous aider à sortir de l'économisme ?
Spartacus -5 rue Sainte-Croix-de-la-Brettonnerie -75004 Paris.

Nous préférons rendre notre réponse publique afin d'éviter toute équivoque.

Spartacus comme revue ou comme édition ne constitue pas un groupe politique à proprement parler, c'est-à-dire un courant défendant une orientation et des positions propres, mais un conglomérat de quelques individus qui se veulent "intellectuels", s'intéressant aux questions sociales et au mouvement ouvrier. Dans un tel club, chacun écrit et défend des idées qui lui passent par la tête. Pour une bonne partie, Spartacus n'a d'autre raison d'exister que de servir de tribune à des gens en mal d'écriture. Un tel éclatement permet évidemment la cohabitation et la collaboration d'individus politiquement très divergents qui vont des socialistes de gauche aux anarchistes et à ce qui reste du conseilisme aujourd'hui (1).

"Les amis de Spartacus" se veulent être un esprit ouvert et large, faisant semblant d'oublier qu'en politique, pour la défense des positions de classe, une telle largesse d'esprit couvre la plupart du temps, la confusion et l'opportunisme de la pire espèce. La présence occasionnelle en son sein de quelques conseillistes "radicaux" ne sert que de cache-sexe, pour mieux dissimuler sa vraie nature politique, tout comme sa spécialisation dans un anti-stalinisme virulent, qu'il identifie volontiers avec le mouvement communiste, lui sert pour mieux combattre le marxisme révolutionnaire.

Il faut tout de même rappeler que Spartacus n'est pas né d'aujourd'hui et qu'il a une longue histoire derrière lui qui remonte au début des années 30. Durant ce demi-siècle, Spartacus, sous le masque du combat contre

le stalinisme, ce qui lui servait de lettre de noblesse, n'a jamais manqué de se situer et de défendre: le Front populaire, le gouvernement socialiste de Léon Blum, d'être un porte-parole du parti socialiste ouvrier et paysan (PSOP) de Marceau Pivert, de participer dans toutes les campagnes de mystification de l'antifascisme, de soutenir en 1936 le gouvernement en Espagne et sa guerre pour la défense de la République démocratique, de soutenir la 2ème guerre impérialiste au nom de la démocratie contre le fascisme, de se réclamer glorieusement de la Résistance jusqu'au bout, et ainsi de suite.

Cette vraie nature politique de Spartacus ne semble nullement gêner ni soulever aucune question à nos braves "amis de Spartacus". Par contre ils se posent, à l'occasion du centenaire de la mort de Marx, des questions du genre: "Qu'est-ce qui dans les écrits de Marx et dans l'extrapolation de ses disciples peut servir aujourd'hui à la bourgeoisie et hauts fonctionnaires du capital pour asseoir leur domination ?..."

En fait "d'offrir les éléments d'une réflexion utile" la démarche même des "amis de Spartacus" et leur projet s'inscrivent comme une suite de toute la campagne de singes savants des universités de la bourgeoisie se livrant, à l'occasion du centenaire de la mort de Marx, à un dénigrement et à une défiguration systématique du marxisme en identifiant celui-ci avec le régime stalinien des pays du bloc de l'Est.

Merci pour votre invitation, chers "amis de Spartacus", mais très peu pour nous! Il n'est pas dans notre habitude de participer à ce genre d'entreprise et d'exercices intellectuels. Vous, vous vous placez en juges du mouvement, nous, nous sommes des militants révolutionnaires du mouvement; vous vous placez à l'extérieur, en observateurs, nous nous situons à l'intérieur du mouvement; là où vous semblez vous présenter comme des chercheurs "neutres et objectifs", nous, nous sommes partie prenante du combat historique

révolutionnaire de la classe ouvrière; là où vous mettez en question la validité du marxisme, nous, parce que nous sommes plus que jamais convaincus que la marxisme est la seule "arme théorique du prolétariat" et c'est avec cette méthode que nous nous posons comme tâche l'approfondissement et le développement nécessaire de cette théorie à la lumière de l'expérience historique.

Pour finir, rappelons que nous n'avons pas attendu les invitations pour réaffirmer, à l'occasion de ce centenaire, la pleine validité du marxisme aujourd'hui. On trouvera cette affirmation dans notre article "Cent ans après la mort de Marx, l'avenir appartient au marxisme" paru dans la Revue Internationale n°33 avril 83. Si les amis de Spartacus sont vraiment intéressés "d'offrir les éléments d'une réflexion utile à ceux qui n'ont pas perdu l'espoir de changer le monde" ils peuvent très bien reproduire cet article pour leurs lecteurs. Nous n'avons jamais conçu nos textes comme notre propriété et tout le monde peut librement les republier.

Salutations communistes
R.I

(1) C'est par pure ignorance ou par tricherie politique délibérée que les "Conseillistes d'aujourd'hui" se réclament des "Communistes de Conseils", de la Gauche Communiste allemande des années 20. La seule chose en commun qui existe entre les premiers et les seconds est le mot "Conseils" à l'encontre du terme et contenu du mot "Communiste" auquel les Conseillistes d'aujourd'hui substituent celui de libertaires anti-autoritaires en revendiquant la "démocratie" tout court. Ces gens oublient, et pour cause, que ce qui caractérisait avant tout la Gauche Communiste allemande (Communistes de Conseils ou KAPD) était leur critique violente au sein de l'Internationale Communiste contre toute tendance à des rapprochements ou concessions à l'égard des soi-disant socialistes indépendants et de "Gauche".

la responsabilité des organisations révolutionnaires

● La vie des organisations révolutionnaires fait partie de la vie de la classe révolutionnaire. Même si leur taille et leur influence sont peu importantes, même si parfois certaines d'entre elles ont tendance à l'oublier, les organisations politiques prolétariennes sont secrétées par le prolétariat et sa lutte historique pour le communisme. Le comprendre, c'est avoir conscience de sa responsabilité.

Le 5ème Congrès du CCI, début juillet 83, qui réunit des délégations en provenance de dix pays, fut ainsi, avec ses forces et ses faiblesses, non pas un événement "privé", oeuvre de quelques individus, mais un moment de la vie de la classe ouvrière.

C'est dans cette optique que nous en rendons publics les principaux documents dans notre presse - en particulier dans le prochain numéro de la Revue Internationale (3ème trimestre 83) - et que nous en traçons ici un bref aperçu.

Comme à l'habitude, notre Congrès s'est attaché aussi bien à définir les caractéristiques et les perspectives qui se dégagent de la période historique présente, qu'à faire le point sur l'état de l'organisation et à tracer les lignes d'orientation de son activité dans le proche avenir. Il s'est en outre penché plus spécifiquement sur la question générale du parti politique prolétarien et a adopté une "Adresse aux groupes politiques prolétariens", mettant en avant la nécessité d'œuvrer - face à la crise qui a durement secoué depuis plus de deux ans un milieu révolutionnaire déjà faible - vers un plus grand esprit de débat et de confrontation fraternelle combattant plus énergiquement que jamais tout esprit de chapelle et de sectarisme.

La situation internationale

"A l'aube des années 80, nous avons analysé la décennie qui commençait comme les années de vérité, les années où les convulsions et la faillite ouverte du mode de production capitaliste, allaient dévoiler dans toute sa clarté l'alternative historique : révolution communiste ou guerre impérialiste généralisée. A la fin du premier tiers de cette période, on peut constater que cette analyse s'est pleinement confirmée : jamais, depuis les années 30, l'impasse totale dans laquelle se trouve l'économie capitaliste ne s'était révélée avec une telle évidence ; jamais depuis la dernière guerre mondiale, la bourgeoisie n'avait déplacé de tels arsenaux militaires, n'avait mobilisé de tels efforts en vue de la production de moyens de destruction ; jamais depuis les années 20, le prolétariat n'avait mené des combats de l'ampleur de ceux qui ont secoué la Pologne et l'ensemble de la classe régnante en 1980-81. Cependant, ce n'est là qu'un début. En particulier, si aujourd'hui, les dirigeants bourgeois semblent se consoler en bavardant sur la "reprise économique", ils ont du mal à masquer que le plus fort de la crise est devant nous. De même, le recul mondial des luttes ouvrières qui a suivi les formidables combats de Pologne ne constituent qu'une pause avant les énormes affrontements de classe qui mettront en mouvement les détachements décisifs du prolétariat mondial, celui des grandes métropoles industrielles et notamment d'Europe occidentale".

(Résolution sur la situation internationale)

Le rapport et la résolution sur la situation internationale adoptés par le Congrès ont ainsi particulièrement souligné, sur le plan de la vie du capital :

- l'impossibilité pour la bourgeoisie mondiale de définir une quelconque politique économique lui permettant de relancer véritablement sa machine économique ;
- le fait que le capital apparaît de plus en plus comme ce qu'il est : un rapport social devenu anachronique et

dont la survivance ne peut plus engendrer que misère et barbarie ;

sur le plan de la lutte de classe :

- que le recul des luttes ouvrières, surtout en Europe occidentale, depuis 1980, produit d'une contre-offensive de la bourgeoisie au niveau international, est inévitablement momentané, les conditions de son dépassement ne cessant de se développer avec l'approfondissement de la crise et l'usure inexorable des mystifications bourgeoises ;
- que le prolétariat, s'il se trouve encore souvent paralysé, déboussolé devant l'ampleur de l'attaque économique et politique du capital, maintient une combativité intacte et - contrairement aux années 30 - échappe à tout embrigadement idéologique réel ;
- qu'en ce sens, le cours historique actuel demeure celui ouvert depuis 1968 : vers le développement d'affrontements de classe de plus en plus décisifs ouvrant la possibilité du triomphe de la révolution communiste mondiale.

L'état du CCI et la crise du milieu révolutionnaire

Dans ces conditions, peut-on estimer que le CCI et plus généralement l'ensemble du milieu révolutionnaire a été et est à la hauteur de la situation ?

Comment se sont adaptées, comment se préparent les organisations révolutionnaires aux échéances de l'histoire ? Voici ce qu'en dit la "Résolution sur la vie et les activités du CCI" adoptées par le 5ème Congrès :

"Depuis son 4ème Congrès (1981), le CCI a connu la crise la plus grave de son existence. Une crise qui, au-delà des péripéties particulières de "l'affaire Chénier"(1), a secoué profondément l'organisation, lui a fait frôler l'éclatement, a provoqué directement ou indirectement, le départ d'une quarantaine de ses membres, a réduit de moitié les effectifs de sa deuxième section territoriale. Une crise qui s'est traduite par tout un aveuglement, une désorientation comme le CCI n'en avait pas connu depuis sa création. Une crise qui a nécessité, pour être dépassée, la mobilisation de moyens exceptionnels : la tenue d'une conférence internationale extraordinaire, la discussion et l'adoption de textes d'orientation de base sur la fonction et le fonctionnement de l'organisation révolutionnaire, l'adoption de nouveaux statuts".

Dès janvier 1982, le CCI affirmait dans une résolution de sa conférence internationale extraordinaire que "les difficultés que traverse le CCI ne lui sont pas propres et sont une expression d'une crise qui touche l'ensemble du milieu révolutionnaire. Cette crise est l'expression du fait que les convulsions des "années de vérité", qui touchent toute la société, n'épargnent pas les groupes communistes. Pour eux, également les années 80 sont les années de vérité" et l'histoire ne leur pardonne aucune faiblesse".

Le 5ème Congrès a tiré un bilan positif de la façon dont le CCI a fait face à cette crise ; "Le CCI porte avec lui l'ensemble des faiblesses qui affectent tout le milieu prolétarien. S'il a mieux résisté à ces faiblesses, s'il a pu s'éviter l'éclatement dont d'autres groupes ont été victimes, s'il a pu retrouver l'essentiel de son équilibre après la crise de 1981, il le doit essentiellement au cadre solide de sa plateforme et de ses statuts, basé sur l'expérience de toute la Gauche Communiste (même s'il l'a négligée, oubliée, ignorée pendant quelque temps" (Résolution sur la crise et les activités du CCI).

Avoir les moyens programmatiques et organisationnels pour permettre à l'organisation de comprendre et de s'adapter aux exigences de la période historique, tel est un objectif permanent pour toute organisation communiste si elle ne veut pas vivre à la merci de débâcles de plus en plus destructrices dans la tourmente sociale qui se lève.

Voici comment le 5ème Congrès a concrétisé cet effort dans sa résolution d'activité : "Le 4ème Congrès du CCI, tenu neuf mois après les grèves de masse en Pologne, ne pouvait encore percevoir la tendance au repli des luttes. Le 5ème Congrès, par contre prend acte du fait que, depuis deux ans, l'offensive de l'ensemble de la bourgeoisie mondiale, basée sur la carte de "la gauche dans l'opposition", a été couronnée d'un certain succès, ce qui a comme conséquence, non seulement une diminution très sensible des combats de classe, mais également de l'audience des idées révolutionnaires (baisse des ventes, des participants aux réunions publiques, etc). Cette situation n'est que temporaire mais, tant qu'elle dure, les révolutionnaires doivent en tenir compte afin de ne pas gaspiller leurs forces et ne pas arriver épuisés aux batailles décisives. En ce sens, reste on ne peut plus valable, la consigne donnée par la conférence extraordinaire : l'organisation devra, lorsque nécessaire, opérer un repli dans l'ordre afin de consacrer le meilleur de ses efforts à ce qui est l'essentiel dans la période présente : le renforcement du cadre politique et organisationnel. Mieux vaut moins mais mieux".

La maîtrise que doit avoir une organisation révolutionnaire sur sa propre activité est d'autant plus importante que la période historique n'en demeure pas moins, dans ses tendances profondes, une période de montée de la lutte de classe. L'organisation doit être prête à pouvoir accentuer son activité d'intervention en très peu de temps et sans débâcles activistes, comme ce fut trop le cas dans la période de luttes de 1978-80.

Les statuts

Il ne suffit cependant pas, pour une organisation communiste de posséder une bonne analyse de la situation historique et des orientations générales d'activité. Encore faut-il qu'elle dispose d'une structure et d'une forme de vie organisationnelles qui lui permettent de concrétiser dans sa pratique quotidienne et avec une réelle homogénéité dans toutes ses sections, ces orientations.

Les statuts de l'organisation sont des instruments de cet objectif. Produits de l'expérience historique de toutes les organisations communistes du passé et de la capacité de l'organisation à assimiler cette expérience et à s'en servir face aux problèmes de son époque, les statuts d'une organisation traduisent la maturité organisationnelle et politique de celle-ci.

Ils sont une concrétisation pratique de toutes les conceptions de l'organisation en ce qui concerne des questions aussi essentielles que : la compréhension du déroulement du processus révolutionnaire, de la prise de conscience de classe, la place des révolutionnaires dans ce processus, centralisation et démocratie ouvrière, les rapports devant exister au sein de la classe révolutionnaire en lutte et donc au sein de ses organisations politiques. C'est ainsi que, en cohérence avec ses conceptions générales, le CCI matérialise dans ses statuts, le rejet des conceptions fédéralistes, monolithiques ou substitutionnistes par exemple. (Voir "Le fonctionnement de l'organisation des révolutionnaires" dans la Revue Internationale n°33, 1er trimestre 83).

En se donnant de nouveaux statuts (2), le CCI a renforcé sa capacité à être à la hauteur des tâches de la période.

Mais si les statuts sont un cadre organisationnel immédiat, ils sont en même temps une préparation pour l'avenir.

Cette préparation passe aussi par une compréhension toujours renouvelée et enrichie de ce que sont et seront la forme, la fonction et le fonctionnement des organisations communistes du prolétariat. C'est ainsi que le 5ème Congrès a placé dans son ordre du jour "la question du parti".

Le parti

Le texte adopté par le Congrès n'apporte pas d'innovations particulières à ce qu'a été l'analyse du CCI depuis ses débuts. Il est surtout une affirmation de la méthode avec laquelle cette question doit être abordée : c'est-à-dire historiquement.

Trop souvent, les débats sur la question de l'organisation communiste se sont laissés enfermer dans des analyses idéologiques (conseillisme, partidarisme) où les syllogismes abstraits ignorent et manquent l'essentiel : la pratique, l'expérience historique du mouvement réel.

Les conférences de la Gauche Communiste avaient été sabordées par le PCI (Battaglia Comunista) et par la CWO au nom des désaccords avec le CCI sur la "question du parti". Au lieu de mener, comme le demandait le CCI, le débat sur ces problèmes, au sein des conférences, publiquement, ouvertement, ces organisations ont préféré "fuir" la confrontation et imposer l'adoption de leur analyse sur le parti comme critère de participation aux conférences, excluant de ce fait le CCI.

La publication du document adopté par le 5ème Congrès se veut ainsi une contribution pour la poursuite de ce débat sur la seule base qui puisse servir de référence objective : l'expérience de notre classe. Il est par là un appel aux autres organisations révolutionnaires à assumer leurs responsabilités et à prendre conscience de leur importance réelle sans surestimations négalomaniaques ni sous-estimations auto-castratrices.

L'adresse aux groupes prolétariens

Les classes dominantes ne craignent rien autant - et pour cause - que la perspective d'une révolution communiste.

Les groupes politiques prolétariens sont les défenseurs principaux de la perspective révolutionnaire leur affaiblissement est un renforcement des classes exploiteuses.

Face à la situation actuelle, face à la crise qui secoue encore le milieu révolutionnaire, au moment où les responsabilités de ce qui devrait être une avant-garde du prolétariat mondial décuplent, plus que jamais doivent être combattues les tendances à l'atomisation, à l'éparpillement activiste ou académiste, à l'esprit de chapelle, au sectarisme et au dénigrement des autres groupes que soi. Plus que jamais, il est indispensable que les groupes révolutionnaires sachent se donner les moyens d'une vie politique où les uns n'ignorent pas les autres, où le débat et la confrontation théorique ouverte permettent de dépasser les divergences et servir de point de référence pour toutes les forces communistes qui naissent et naîtront avec l'intensification et la généralisation des combats de classe.

Tel est le sens de l'Adresse adoptée par le 5ème Congrès du CCI.

(1) A propos de "l'affaire Chénier", voir Revue Internationale n° 28 "La crise du milieu révolutionnaire", et RI n° 92 (déc. 81) "Communiqué à tous les militants révolutionnaires".

(2) Il s'agit en fait d'une reformulation et précision de certains points en fonction de l'expérience acquise depuis l'adoption des premiers statuts du CCI en 1976.

ADRESSE AUX GROUPES POLITIQUES PROLETARIENS

● Les années 80 se confirment comme des "années de vérité" pour l'avenir de l'humanité.

Par son aggravation inexorable, la crise économique mondiale qui, depuis une quinzaine d'années secoue le capitalisme, révèle chaque jour plus l'impasse totale dans laquelle se trouve ce système. Elle démontre de plus en plus clairement la réalité de l'alternative historique déjà constatée par l'Internationale Communiste : guerre ou révolution ; ou bien la réponse prolétarienne à la crise : le développement des luttes de classe menant à la révolution ou bien son aboutissement bourgeois : l'holocauste impérialiste généralisé menaçant de mort toute l'humanité. C'est dire si sont aujourd'hui considérables les responsabilités des groupes révolutionnaires comme facteur actif de la capacité du prolétariat à donner une issue positive à cette alternative. Pourtant, pour l'ensemble du milieu politique constitué par les organisations révolutionnaires, l'accélération de l'histoire de ces dernières années s'est traduite non par un renforcement, mais par une série de crises organisationnelles internes, des débandades activistes ou des paralysies aux moments de montée de la lutte (Pologne 80 en particulier) et par des tendances à la démoralisation, à l'usure, au repli sur soi dans les moments de reflux de la lutte. Au lieu de servir de repère, de phare dans la tourmente sociale qui se développe, l'avant-garde politique du prolétariat se révèle au contraire souvent ballottée, secouée au gré des flots du tourbillon engendré par la crise historique du capitalisme.

Dans l'immédiat, la contre-offensive déclenchée par la bourgeoisie à l'ouverture des années 80 frappe la classe révolutionnaire, mais aussi son avant-garde politique. Et cela d'autant plus que celle-ci a été incapable de se donner les moyens de dépasser son éparpillement et ses divisions qui sont un legs de la terrible contre-révolution qui s'est abattue sur le prolétariat entre les années 20 et les années 60.

Les conférences internationales des groupes de la Gauche Communiste (1977-80) auraient pu constituer un pôle de référence au niveau mondial, un cadre pour entreprendre le dépassement de ces faiblesses. Mais le poids de l'immaturité, de la sclérose et du sectarisme après les avoir maintenues "muettes" par le refus de toute prise de position commune, a finalement mis un terme à cet effort.

Dans les conditions historiques actuelles, il est de la plus haute importance que l'ensemble des organisations révolutionnaires prennent conscience de la gravité de la situation et des responsabilités qui sont les leurs, et sachent notamment opposer une résistance réelle, efficace aux pressions destructrices du capital aux abois. Ces responsabilités ne sauraient être assurées par une simple somme d'efforts de chaque groupe pris individuellement. Il s'agit d'établir une

coopération consciente entre toutes les organisations, non pas pour réaliser des regroupement hâtifs, artificiels, mais pour engendrer une volonté et une démarche qui donnent toute son importance à un travail systématique de débats, de confrontation fraternelles entre forces politiques prolétariennes.

En ce sens, le travail qui avait été entrepris avec les trois premières conférences de la Gauche Communiste devra être repris. Il devra se baser sur les mêmes critères de délimitation que ceux qui avaient été retenus pour ces conférences, parce que ces critères n'étaient pas de circonstance mais résultaient de toute une expérience historique de la classe ouvrière depuis la vague révolutionnaire suivant la 1ère guerre mondiale. Il devra se baser également sur les enseignements de l'échec de ces conférences et notamment sur le fait de les concevoir non comme de simples forum de discussions mais comme un effort militant se donnant notamment comme objectif de prendre position face aux événements cardinaux de la lutte de classe et de la vie de la société. L'heure n'est pas encore venue pour l'appel à de nouvelles conférences des groupes communistes. Il reste encore tout un chemin à faire pour que soient réunies les conditions d'un tel effort. Cependant, c'est dès aujourd'hui qu'il faut préparer le développement de telles conditions.

C'est dans cette perspective qu'au moment de son 5ème Congrès international, le CCI adresse à toutes les organisations révolutionnaires un appel pour qu'elles prennent résolument en charge les responsabilités qui sont les leurs face à la gravité et aux enjeux de la situation historique :

- reconnaissance de l'existence d'un milieu politique prolétarien ; les groupes communistes doivent rejeter la prétention mégalomane d'être chacun le seul détenteur des positions de classe,
- développement systématique d'un esprit et d'une volonté de débat et de confrontation des positions politiques qui sont la condition première d'une décantation et d'une clarification dans l'ensemble de ce milieu et de toute la classe, et qui doivent prendre place dans les presses respectives, les réunions publiques, etc.,
- rejet dans ce débat des bavardages dilettantes et irresponsables, du sectarisme et du dénigrement systématique des autres organisations.

Les formidables affrontements de classe qui se préparent seront également une épreuve de vérité pour les groupes communistes : ou bien, ils seront capables de prendre en charge ces responsabilités et ils pourront apporter une contribution réelle aux développements des luttes, ou bien ils se maintiendront dans leur isolement actuel et ils seront balayés par le flot de l'histoire sans avoir pu mener à bien la fonction pour laquelle la classe les a fait surgir.

CCI

LA GAUCHE ET LA GUERRE

(SUITE DE LA PAGE 8)

Ce ne sont pas des appels de détresse que lance le gouvernement tchadien lorsque certains de ses membres s'inquiètent publiquement de l'insuffisance de l'aide apportée par la France, ou encore relèvent que celle-ci aurait été plus importante du temps de Giscard ; il s'agit en fait, entre autres, à travers la publicité que font les médias à ces déclarations d'accréditer l'idée d'une certaine réticence, face à cette guerre, du gouvernement français, dont la pratique tend de plus en plus aux yeux de l'opinion, à l'identifier au gouvernement précédent.

Au sein même de la gauche et de ses syndicats, les fausses oppositions à la politique de la canonnière commencent à s'exprimer. Qu'on ne s'y trompe pas, ce n'est pas la guerre que veulent arrêter ces protestations de gauche. Il s'agit pour ces fractions plus radicales, en se démarquant aujourd'hui de la politique extérieure du gouvernement, de se préparer à canaliser et encadrer demain toutes réactions populaires et ouvrières en particulier, à l'exploitation accrue et au sacrifice en vies humaines que requerront la guerre du Tchad ou d'autres à venir.

Si aujourd'hui la préoccupation de la bourgeoisie demeure la menace d'un

prolétariat qu'elle n'est pas parvenue à embrigader, il n'en est pas moins vrai que l'aggravation de la crise la pousse à intensifier ses efforts d'armements pour prolonger dans la guerre l'âpre concurrence économique dans laquelle s'affrontent les différentes nations. Pour la 2ème fois de ce siècle, dans un monde n'offrant plus de débouchés solvables à la production capitaliste, où la survie des Etats ne peut se faire qu'au détriment les uns des autres, l'alternative historique "guerre ou révolution" se trouve à nouveau posée. L'issue des prochains combats de classe dépend grandement de la capacité du prolétariat à n'avoir plus aucune illusion sur la gauche. Plus jamais, le prolétariat ne devra abandonner son terrain de classe, comme hier la gauche l'a entraîné à le faire, pour défendre la patrie et ses soi-disant acquis ouvriers ; pour combattre, enrôlé dans les maquis, ses frères de classe embrigadés dans le camp fasciste. Son seul camp est celui de l'internationalisme prolétarien et les alibis humanitaires ou le prétexte d'engagements passés avec d'autres pays ne doivent pas aujourd'hui le lui faire quitter, ne doivent pas lui faire abandonner son combat contre la bourgeoisie, droite et gauche confondues.

MRL

réunions publiques

FRANCE :

CHOMAGE, AUSTERITE, GUERRE une seule perspective

LUTTE DE CLASSE MASSIVE ET AUTONOME

Aix en Provence:
Permanence; le 12 octobre de 18h à 19h, au café "La Madeleine", place des Prêcheurs.

Bordeaux:
Réunion publique; le 24 septembre à 17h, au café "Victor-Hugo", 52 Cours Victor-Hugo.
Contact diffusion: le 24 septembre au marché Saint-Michel, de 10h à 11h.

Clermont-Ferrand:
Réunion publique: date non fixée, écrire au journal.

Lille:
Contact diffusion: les 1er et 3ème dimanches du mois, de 10h30 à 11h30, au marché de Wazemmes.

Lyon:
Réunion publique: le 16 septembre à 21h, à MAJO, 2 impasse Métral, Villeurbanne, métro: République.
Permanence: le 19 septembre à 18h, même adresse.

Marseille:
Réunion publique: le 23 septembre à 21h, au 205 rue Sainte-Cécile 13005 Marseille.
Permanence: Le 19 octobre de 18h à 19h, à "L'Artistic Bar", 4 Cours Joseph-Thierry 13001 Marseille.

Nantes:
Réunion publique: le 24 septembre à 17h, au centre social des Bourdérales, Nantes-Chantenay.
Contact diffusion: le 2ème samedi du mois, de 10h30 à 11h30, au marché Petite-Hollande.

Paris:
Réunion publique: le 17 septembre à 17h, au 27 avenue de Choisy, Paris 75013.
Permanence: tous les samedis à 16h à la même adresse (sauf le samedi de la Réunion publique).

Rouen:
Réunion publique: le 24 septembre à 16h30, à la Halle aux Toiles.

Toulouse:
Réunion publique: le 23 septembre à 21h, Cité Universitaire de l'Arsenal bât. C.
Permanence: tous les vendredis à 18h30, bar "Le Colbert", ave. Saint-Exupéry (sauf le vendredi de la réunion publique).
Contact diffusion: les 2ème et 4ème dimanches du mois, de 11h à 12h30, au marché aux Légumes (Place Jeanne d'Arc), et 2ème dimanche du mois, de 11h à 12h30 au marché aux Puces (Saint Sernin).

Tours:
Réunion publique: le 17 septembre à 17h, au 43 rue Lamartine.

publications du CCI

ACCION PROLETARIA (Espagne)
Apartado correos 258
Valencia - ESPAGNE

INTERNATIONALISME (Belgique)
BP 13
Bruxelles 31
1060 BRUXELLES

INTERNATIONALISM (USA)
P.O. Drawer 1774
Manhattanville Station
New York, NY 10027
USA

INTERNACIONALISMO
Apartado 20674, CARACAS
1020 A VENEZUELA

INTERNATIONELL REVOLUTION
BOX 21106, 10031 STOCKHOLM
SWEDE (SUEDE)

REVOLUTION INTERNATIONALE
R.I.
BP 581
75027 PARIS CEDEX 01

RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE
CP 469
80 100 NAPOLI
ITALIE

WERELDREVOLUTIE (Hollande)
Postbus 11549, 1001 GM
AMSTERDAM NEDERLAND

WORLD REVOLUTION
BM BOX 869
LONDON WC 1 N, 3 XX
GRANDE-BRETAGNE

WELT REVOLUTION (R.F.A.)
Post Fach 410308, 5000 KOLN 41

brochures

- Les syndicats contre la classe ouvrière (5 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Nation ou classe (4 F + 3 F pour frais d'envoi)
- Plateforme de REVOLUTION INTERNATIONALE (4 F + 3 F pour frais d'envoi). 1972
- Organisation communiste et conscience de classe (4 F + 3 F)
- La décadence du capitalisme (10 F + 6 F)
- Le Trotskysme (6 F + 3 F) (recueil d'articles)
- Sur la POLOGNE (recueil d'articles) - épuisé
- L'Etat dans la période de transition (12 F + 6 F)
- Plateforme et Manifeste du C.C.I. (4 F + 3 F)
- La Gauche communiste d'Italie (30 F + 12 F)

abonnements

ABONNEMENTS COUPLES
12 numéros du journal et 4 numéros de la REVUE INTERNATIONALE :

ETRANGER	PAR AVION
110 F	120 F

ABONNEMENTS SIMPLES
12 numéros du journal :

ETRANGER	PAR AVION
65 F	80 F

ENVOIS SOUS PLI FERME :

ABONNEMENTS COUPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
120 F	120 F	150 F

ABONNEMENTS SIMPLES		
FRANCE	ETRANGER	PAR AVION
70 F	80 F	100 F

Abonnements et versements :
Chèque bancaire ou postal à l'ordre de R.I. : CCP 202 3302 X PARIS.

DISTRIBUE PAR LES N.M.P.P.
Imprimerie G.Tautin, 4, passage Dieu
Paris 20°

Directeur de Publication : D.VAN CELST
N° de Commission Paritaire : 54 267

► R.I.
B.P. 581
75027 PARIS
cedex 01

Depuis 1914, la Gauche enrôle pour la guerre impérialiste

Les massacres presque quotidiens d'hommes, de femmes et d'enfants au Liban, le nouveau front qui s'est ouvert cet été au Tchad -mettant sur le pied de guerre la Libye, la France...- ne sont pas le fait de la nature belliqueuse des populations qui en sont les victimes, pas plus que du fanatisme de leurs dictateurs. Si elle a les mains libres, face à l'accroissement de la crise, demain la bourgeoisie déchaînera sur l'Europe et sur le monde son infernale machine de guerre.

Tous les gouvernements, à l'Est et à l'Ouest, de gauche ou de droite,

● Dans les années qui précèdent le premier conflit impérialiste mondial de 1914, le mot d'ordre clamé internationalement par la II^e Internationale : "Si la guerre éclate, nous déclencherons la grève générale", parachève l'immobilisation d'une classe ouvrière déjà chloroformée par d'intenses campagnes pacifistes. En France, à mesure qu'approche l'échéance guerrière, se font écho dans la SFIO, les discours enrôleurs. Professe par le socialiste Hervé, la "nécessaire défense des acquis ouvriers -la démocratie- face aux appétits de

la monarchie prussienne", mise en défaut par l'alliance avec la Russie tsariste, est relayée par le pragmatisme du populiste Jaurès : "Nous n'agresserons jamais, mais si nous le sommes, nous nous défendrons." Et effectivement, ce parti qui avait alors pleinement la confiance du prolétariat, a réussi par un intense travail de propagande, pris en charge par les syndicats dans les usines, à faire défendre la patrie par les ouvriers. Ils sont partis, la fleur au fusil, s'entretuer pour la défense du capital.

De la guerre de 14 à la guerre d'Algérie

Depuis lors, les partis socialistes, toutes tendances confondues, n'ont eu de cesse dans l'enbriguement de la classe ouvrière derrière la bannière de l'Etat. Ils sont bientôt rejoints dans ce rôle par les partis de l'Internationale Communiste dégénéréscente, pourtant issus de la lutte du prolétariat mondial contre la guerre. En effet, avec la défaite de la vague révolutionnaire de 17-23 et le renversement progressif, en Russie, de la dictature du prolétariat par la dictature de la bourgeoisie, les partis communistes, quelques années après leur naissance, vont se faire les ardents défenseurs du socialisme en un seul pays, de leurs patries respectives, même si cette défense est comprise dans le cadre d'une alliance étroite avec la Russie.

Dans la crise économique qui précède la 2^e guerre mondiale ce sont, en France, deux partis anciennement ouvriers, qui contribuent essentiellement à soumettre idéologiquement aux besoins de l'Etat, une classe ouvrière battue, démoralisée et désorientée par l'échec de sa précédente tentative révolutionnaire. C'est à la SFIO socialiste, au PCF stalinien et à leurs syndicats qu'il revient naturellement, lors du front populaire en 1936, de faire défiler la classe ouvrière dans des manifestations ponctuées par l'hymne national ou de lui faire occuper les usines ornées de drapeaux tricolores. C'est à ces organisations qu'il revient de la tromper sur des acquis dont le caractère illusoire et mystificateur révélera ses effets à peine un an après, avec une exploitation intensifiée sur le lieu de travail, trois ans plus tard lorsqu'il s'agira une nouvelle fois de défendre la France dans une deuxième guerre impérialiste mondiale, dans le camp de l'anti-fascisme contre celui du fascisme. Même si l'un ou l'autre de ces deux partis, ou des tendances en leur sein, ont opté à des moments différents pour des alliances opposées : le PCF, derrière l'URSS faisant volte-

face dans son soutien à l'Allemagne hitlérienne ; une tendance de la SFIO choisissant le camp munichois, contre l'alliance avec la Grande-Bretagne ; une tendance du PCF derrière Doriot et Gitan, alors secrétaire de la CGT, ralliant le gouvernement de Vichy contre la direction du parti engagé dans la Résistance ;...il n'en demeure pas moins que, dans leur fervent à soumettre la classe ouvrière aux diktats du capital, les uns et les autres ont réaffirmé leur appartenance au seul camp que la classe ouvrière doit combattre, celui de la bourgeoisie.

La fin de la seconde guerre mondiale n'est pas la fin de la barbarie, et les occasions ne manqueront pas à la gauche pour s'illustrer à nouveau.

Aux bombardements de Sétif et de Constantine (40 000 victimes) perpétrés en mai 45 par le gouvernement De Gaulle avec ses quatre ministres communistes, contre le soulèvement de la population musulmane, succèdent les tentatives de la France, exclue du partage de Yalta, pour résister à l'étiollement des restes de son empire colonial :

- Janvier 1947, le gouvernement du socialiste Blum, avec le communiste Billoux au ministère de la Défense, votent les crédits militaires pour l'intervention en Indochine. La même année en mai, le gouvernement Ramadier fait écraser dans le sang la rébellion à Madagascar.

- C'est ensuite en 1956 le gouvernement du socialiste G. Mollet qui expédie ses gardes mobiles en Algérie. Se donnant les moyens pour une entreprise de "pacification" de ce pays, il fait voter les pouvoirs spéciaux à une majorité de députés incluant les communistes. C'est le début de la guerre d'Algérie... La même année, sous le même gouvernement et face aux menaces de nationalisation du canal de Suez un corps de parachutistes français et anglais est dépêché en Egypte.

La fin de la guerre d'Algérie sonne le glas de toute prétention coloniale

"prennent leurs responsabilités" pour soutenir un effort de guerre croissant. La situation de la France, avec au pouvoir les fractions de gauche de la bourgeoisie, vient rappeler la sinistre histoire d'anciennes organisations de la classe ouvrière, passées dans le camp ennemi pour la défense de l'intérêt national. Bien que cette histoire concerne internationalement les partis de gauche, nous nous limiterons ici au cas de la France pour argumenter notre dénonciation.

liste pour la France. Celle-ci, s'adaptant aux réalités nouvelles d'une situation où la forme coloniale de domination sur le monde est révolue, se verra spécialisée dans la défense des intérêts de son bloc de tutelle en Afrique et dans le bassin méditerranéen.

C'est cette politique que mène aujourd'hui la France socialiste, la même qu'ont menée de 1958 à 1981, les gouvernements de droite qui se sont succédés à la tête de l'Etat français. Pendant cette période les ventes massives d'armes à l'étranger faisaient s'indigner publiquement la gauche. L'action de la France en direction de ces pays s'inscrit directement dans la nécessité du bloc occidental, pour le renforcement de sa main-mise sur l'Afrique et le Moyen-

Orient, de stopper énergiquement toute tentative du bloc russe en vue d'inverser cette tendance. Si ce dernier est trop résistant ou contre-attaque, alors c'est le soldat français auquel on fait porter le casque bleu... au Liban en 1976, ou les légionnaires que l'on lâche à Kolwesi en 1978. Si le niveau des tensions impérialistes impose pour le bloc un meilleur contrôle sur son fief, alors c'est aujourd'hui l'intervention directe militaire de la France au Liban, au Tchad, indirecte dans la guerre Iran-Irak. Ce n'est pas là la politique spécifique de droite ou de gauche de l'équipe qui la gouverne qu'applique la France, c'est la seule politique possible et qui consiste à assurer sa part du combat impérialiste de son bloc.

La préparation de la guerre

Jamais depuis la seconde guerre mondiale, toutes les nations n'avaient déployé de tels efforts dans la perspective d'un affrontement militaire généralisé. Et la France gouvernée par la gauche n'est pas en reste. Cette dernière s'était pourtant appliquée, alors qu'elle était dans l'opposition, à nous faire oublier ses hauts faits d'armes.

Elle qui manifestait pour la paix au Vietnam, déclarait dans le programme commun de gouvernement en 1972 :

"Instrument de la défense nationale, l'armée sera exempte de toute mission d'intervention extérieure de caractère colonialiste ou impérialiste" ; elle qui s'indignait de l'expédition sanglante des légionnaires à Kolwesi, non pas qu'elle en réfutait l'alibi humanitaire, sauver les blancs, mais en reprochait les bavures, c'est celle-là même qui, aujourd'hui, crée la "force d'action rapide" dont la vocation est, selon les termes du ministre de la défense, l'action extérieure. C'est encore elle qui répare, pour l'ensemble de l'Afrique et du Moyen-Orient, 20 000 soldats de métier aguerris et dont il est question qu'ils soient renforcés et relayés en partie par des appelés du contingent. Elle qui, dans le programme commun, ou de manière plus floue, dans sa campagne présidentielle de 81, déclarait vouloir réduire la durée du service militaire à 6 mois, réglementer strictement les ventes d'armes à l'étranger, c'est elle qui aujourd'hui maintient fermement le temps de séjour des appelés dans les casernes à 1 an et leur offre même toutes les facilités pour qu'ils puissent bénéficier plus longtemps de l'hospitalité militaire. Elle décroche les contrats juteux dans le domaine du commerce des armes (ininterrompu avec la Libye!, 50 mirages vendus à l'Inde). Alors que, toujours dans le

programme commun elle déclarait renoncer à la force de frappe nucléaire stratégique sous quelque forme que

ce soit, la gauche aujourd'hui déploie les plus grands efforts pour moderniser son armement conventionnel et rendre opérationnelle la bombe à neutrons.

Il ne fallait évidemment pas s'attendre à voir la gauche tenir ses promesses. En fait, il ne fallait pas s'attendre à ce qu'elle perde sa nature bourgeoise. Ce à quoi il faut s'attendre, c'est à ce qu'elle déploie les plus grands efforts pour que la désillusion que ne manquera pas de susciter l'engagement militaire français ne désigne trop sa nature bourgeoise. En effet, pour spécialisée qu'elle soit dans l'enbriguement des ouvriers dans la guerre, c'est généralement depuis l'opposition qu'il lui revient d'assumer cette tâche. La conduite de la guerre, à la tête de l'Etat, constitue pour elle une faiblesse qui peut être mise à profit par la classe ouvrière dans la compréhension de qui sont ses ennemis. Pire encore, pour elle et toute la bourgeoisie, elle ne peut ainsi, dans son ensemble, comme le montre a contrario la situation en France, être le principal initiateur des campagnes pacifistes, destinées à faire diversion à l'attaque des conditions ouvrières et qui déferlent sur les principaux pays d'Europe et les USA, où la gauche est dans l'opposition.

Et la mise en scène machiavélique a déjà débuté. La bourgeoisie internationale se partage le travail : on essaie de dissiper l'idée, qui s'impose avec les événements, d'une allégeance et soumission de la France à son bloc de tutelle et à son leader, par la diffusion de communiqués polémiques entre Washington, et Paris...

(SUITE PAGE 7)

REVOLUTION INTERNATIONALE

est la publication en France du Courant Communiste International

nos positions :

Le C.C.I. se réclame des apports successifs de la Ligue des Communistes, des I^{ère}, II^{ème} et III^{ème} Internationales, des fractions de gauche qui se sont dégagées de cette dernière, en particulier des Gauches allemande, hollandaise et italienne.

Leçons fondamentales de la lutte historique de la classe ouvrière, les positions principales de ce courant sont les suivantes :

■ Depuis la première guerre mondiale, le capitalisme est un système social décadent qui n'a rien d'autre à offrir à la classe ouvrière et à l'humanité dans son ensemble que des cycles de crises, guerres et reconstructions. Son déclin historique irrévocable pose à l'humanité une seule alternative : socialisme ou barbarie.

La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste contre le capitalisme.

■ La lutte révolutionnaire du prolétariat conduit la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. En détruisant l'Etat capitaliste, elle devra constituer la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale.

■ La forme que prendra cette dictature est le pouvoir international des Conseils Ouvriers.

■ Le socialisme, mode de reproduction sociale instauré par les Conseils Ouvriers ne signifie pas l'"autogestion ouvrière", ni les "nationalisations". Le socialisme exige l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes tels que le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales et exige la construction d'une communauté humaine mondiale.

■ Les soi-disant pays socialistes (Russie, bloc de l'Est, Chine, Cuba, etc.) sont une expression particulière de la tendance universelle au capitalisme d'Etat, lui-même expression du déclin du capitalisme. Il n'y a pas de "pays socialistes" dans le monde ; ces pays ne sont que des bastions capitalistes

que le prolétariat mondial devra détruire, tout comme n'importe quel autre Etat capitaliste.

■ A notre époque, les syndicats sont partout des organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat.

■ Tous les soi-disant "partis ouvriers" -partis "communistes" et "socialistes", ainsi que leurs appendices gauchistes -sont la gauche de l'appareil politique du capitalisme.

■ Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections ne sont rien d'autre qu'une source de mystification capitaliste : toute participation au cirque parlementaire a pour seul effet de renforcer cette mystification aux yeux des prolétaires.

■ Aujourd'hui, toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Toutes les tactiques qui appellent aux "fronts populaires" "fronts anti-fascistes" ou "fronts unis" entre le prolétariat et une fraction de la bourgeoisie ne servent qu'à détourner la lutte du prolétariat et à la désarmer face à son ennemi de classe.

■ Les "luttres de libération nationa-

le" sont des moments de la lutte à mort entre les puissances impérialistes petites ou grandes pour acquérir un contrôle sur le marché mondial. Le slogan de "soutien aux peuples en lutte" n'est, en fait, qu'un appel à défendre une puissance impérialiste contre une autre, sous un verbiage nationaliste ou "socialiste".

■ Le rôle de l'organisation des révolutionnaires n'est pas d'"organiser la classe ouvrière", ni de "prendre le pouvoir au nom des travailleurs", mais de participer activement à la généralisation des luttes prolétaires et de la conscience révolutionnaire au sein du prolétariat.

■ NOTRE ACTIVITE
L'indispensable élaboration théorique qu'exige la reprise de la lutte prolétarienne après 50 ans de creux quasi-ininterrompu.

L'intervention organisée, au niveau international, au sein des luttes en vue de contribuer au processus qui mène à l'auto-organisation et à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.